

n° 375 Janvier-Février 2025

mag

Le magazine de l'interculturel



Recherche

**L'actualité des sans-papiers :
coups dans l'eau et répression**

Panoramique

CHILIEN·NES DE BELGIQUE
L'intime et le collectif

Dédicace à

Women of the Sun & Women Wage Peace

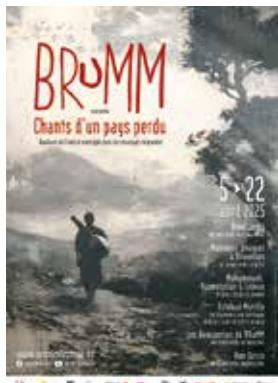
deux mouvements de femmes palestiniennes et israéliennes de tous horizons
engagées dans le camp du dialogue et de la paix
et qui ont publié ensemble l'Appel des Mères

et au groupe de soutien en Belgique
qui œuvre pour leur donner de la visibilité.



EDITO

Co-coordonateur
du Festival BRuMM Tanju GOBAN



www.brummfestival.be

- [1] « Dans les cartons de la N-VA, le projet immigration de Theo Franken », RTBF, 30/11/2024.
- [2] « Accord "Arizona" : recul préoccupant pour les droits sociaux et droits des étranger-ères et tournant sécuritaire confirmé », Ligue des droits humains, 02/02/2025.
- [3] « Sous l'Arizona, Unia va devoir licencier du personnel », *Le Soir*, 05/02/2025, pp. 2-3.
- [4] Sur le « libéralisme autoritaire », voir notamment les travaux de Grégoire Chamayou et plus récemment le livre de Johann Chapoutot, *Les Irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?*, Gallimard, 2025.

Comme un écho du vent mauvais qui souffle outre-Atlantique, la coalition « Arizona »(sic) accouchait d'un accord dans la douleur la nuit du 31 janvier. La Belgique fédérale remettait son destin entre les mains d'un nationaliste flamand, Bart de Wever, qui a voué toute sa carrière politique à l'effacement et à la dissolution de l'Etat belge.

En matière d'immigration, le nouveau gouvernement appliquera un programme défini comme « strict, mais juste et humain » (re-sic). En novembre dernier, la déclaration fracassante du futur ministre de la Défense Theo Francken donnait déjà le ton en annonçant « la politique migratoire la plus sévère jamais pratiquée en Belgique »¹. On se frotte les yeux. Les 15 pages du chapitre « Asile et migration » confirment cette obsession migratoire et justifient le durcissement d'une politique répressive qui s'apparente à celle menée dans d'autres pays européens où l'extrême-droite est au pouvoir (Pays-Bas, Italie) ou dans l'antichambre du pouvoir (Suède, France).

La Ligue des droits humains (LDH) dénonce « un tournant décisif dans l'extrême-droïtisation des politiques migratoires en Belgique »². Le nouveau gouvernement réduira la capacité d'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile alors que les places en centres fermés seront doublées. Autre mesure phare relevée par la LDH : « L'intégration de l'Office des étrangers au sein de la police ainsi que l'intensification de la politique de retour, qui inclut le retour des visites domiciliaires, participent à la criminalisation des personnes étrangères, en ce compris celles qui sont demandeuses de protection internationale ».

Bête noire de la NV-A, Unia, l'institution publique interfédérale de lutte contre les discriminations, est en sursis. Son financement sera amputé de 25 % ! Pour son directeur, Patrick Charlier, « c'est la situation de toutes les personnes confrontées aux discriminations, aux actes ou aux discours de haine, qui se trouve désormais fragilisée »³.

Il n'existe désormais plus aucun tabou. Toutes les digues héritées des traumatismes historiques de la Seconde Guerre mondiale sautent sous les coups de boutoir du libéralisme autoritaire⁴. Les idées, les thèmes et le lexique imposés par les partis populistes et d'extrême-droite infusent désormais dans le débat public.

A l'heure où la migration n'est plus envisagée que sous le prisme sécuritaire, à l'heure où la figure du migrant est devenue un repoussoir commode pour éluder les crises qui travaillent nos sociétés, il est plus qu'urgent d'élargir la focale. Face aux discours d'exclusion et de rejet de l'étranger, nous devons plus que jamais investir le champ symbolique pour rappeler toute la richesse des apports liés à la rencontre interculturelle et débusquer les fantasmes identitaires sur l'Autre.

C'est le pari de BRuMM, un festival annuel dédié à la promotion et à la valorisation des « musiques migrantes » que le CBAI coordonne en partenariat avec quatre centres culturels bruxellois. La prochaine édition, qui se tiendra du 5 au 22 avril sous le titre « Chants d'un pays perdu », nous invite à explorer les émotions partagées, les esthétiques musicales de la souffrance nourries par l'expérience migratoire, entre la brûlure de la séparation, l'errance sur les chemins de l'exil, les épreuves du déracinement et le souvenir nostalgique de la terre qu'on a quittée. ▶

SOMMAIRE



Edito

<i>Tanju Goban</i>	3
--------------------------	---

Panoramique

Chilien·nes de Belgique : l'intime et le collectif	6
Composite associatif des exilés révolutionnaires à Bruxelles	8
<i>Jorge Magasich Airola</i>	
Souvenirs d'amitiés militantes	14
<i>Paul Delmotte</i>	
Les yeux entre deux mondes	17
<i>Mauricio Coulon</i>	
Cartographier nos mémoires pour écrire nos territoires	22
<i>Ema Tytgat Paredes</i>	
Porte-voix	29
<i>Entretien avec Désirée et Alain Frappier</i>	
Un combat de plusieurs générations	33
<i>Paola Peebles Vlahovic</i>	



34

40

45

44

Prochain dossier
Mars-Avril 2025

Citoyen·nes
sous surveillance

Recherche

- L'actualité des sans-papiers** 40
Entretien avec Youri Lou Vertongen

A voix haute

- Transe continentale** 44
Kenan Görgün

Texte sur photo

- Dieu est grande*, de Laurence Vielle** 46
Photo de Massimo Bortolini



Album de famille d'Edith B. Elles prennent la pose dans le quartier Versailles de Neder-Over-Heembeek. C'était dans les années 1970.

PANORAMIQUE

Chilien-nes de Belgique

L'intime et le collectif

Les chiffres sont imprécis. Jusqu'à 1 million de Chiliens ont fui la dictature de Pinochet (de 1973 à 1990), et quelques milliers de ces réfugiés politiques ont été accueillis en Belgique à partir de 1975.

Qui dit exil politique, dit migration forcée, en opposition au caractère prétendu « volontaire » de la migration économique. L'affirmation mérite pourtant nuance. Lorena Ulloa, anthropologue chilienne assistante et doctorante à l'ULiège, questionne ce clivage : « Aucune migration n'est totalement volontaire ni dissociée de ses causes, qu'elles soient économiques, politiques, environnementales ou un mélange de celles-ci en étroite imbrication »¹.

La spécificité de l'exil des Chiliens et Chilienne relève en tous cas de l'accueil qu'ils ont reçu ici. Pouvez-vous imaginer des sympathisants qui les attendaient à l'aéroport avec des fleurs pour leur remettre les clefs d'appartements meublés ? Quel arrêt sur image réconfortant !

L'hospitalité, les liens gardés avec le pays, avec la famille, la langue et la culture, l'espoir empêché d'un retour au pays, la perte de repères en même temps que la construction d'un nouveau cadre qui ne pourra tenir sans une pièce majeure : la transmission des histoires familiales – traumatismes compris.

Des témoins de trois générations racontent ces épisodes, rythmés par des aller-retours incessants de l'intime au collectif.

En refermant ce dossier, on ne pourra s'empêcher de tracer des parallèles entre le Chili des années 1970 où s'imposa le fameux « laboratoire » ultralibéral à coups de détricotage des services publics, d'austérité, de répression, d'infox à tout crin, et notre actualité politique qui nous promet des tourbillons violents. Matière à réflexion. Matière à réaction.

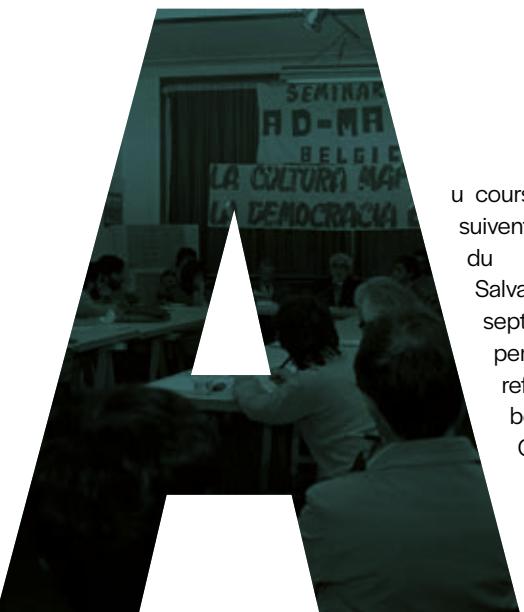
[1] Lorena Ulloa, L'exil chilien à Liège, trois générations en miroir, in *Aide-mémoire*, n° 93, juillet-août-septembre 2020.

Composite

ASSOCIATIF

des exilés révolutionnaires latino-américains à Bruxelles

La première communauté latino-américaine installée durablement à Bruxelles est celle des exilés fuyant le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili, dont une partie significative est composée de latino-américains déjà exilés au Chili. Dès lors, des milliers d'exilés latinos trouveront refuge en Belgique, la plupart à Bruxelles. S'imaginant que leur passage par le plat pays sera bref, nombre d'entre eux envisagent un retour rapide. Mais les dictatures militaires qui sévissent sur presque tout le continent se renforcent. Ils ne peuvent alors que s'incliner devant la réalité : le séjour en Belgique sera bien plus long que prévu.



u cours des semaines qui suivent le renversement du gouvernement de Salvador Allende le 11 septembre 1973, 106 personnes demandent refuge à l'ambassade belge à Santiago : 85 Chiliens, 20 Latino-américains non Chiliens exilés au Chili de l'Unité populaire, et un Belge qui vivait au Chili¹.

Le premier contingent d'exilés qui débarque à Zaventem le 8 novembre 1973, se compose d'un Argentin, deux Brésiliens, quatre Boliviens et trois Dominicains². Paradoxalement, il n'y a pas de Chiliens parmi eux. Deux décennies plus tard, le vendredi 18 mars 1994, arriveront à Bruxelles les quatre derniers prisonniers politiques de la dictature chilienne, restés en prison sous le premier gouvernement élu en 1989 et qui gouvernait depuis mars 1990.

Entre ces deux dates symboliques – novembre 1973 et mars 1994 –, plusieurs milliers de Latino-américains trouveront refuge en Belgique. Nous n'avons pas de données précises sur leur nombre. Ils seraient entre 5.000 et 8.000 selon les estimations des anciens responsables de l'accueil des exilés.

Surtout à Bruxelles

La plupart d'entre eux s'installeront à Bruxelles, attirés sans doute par les opportunités de travail et d'études et parce que la capitale est le siège des grandes activités de l'opposition aux dictatures et de solidarité envers les victimes. Il n'y a cependant pas de concentration d'exilés latino-américains dans un secteur de la ville. Si, à la fin des années 1970, les exilés appelaient Chile chico [petit Chili] le quartier de la commune de Neder-Over-Heembeek³ où se situent les logements sociaux, ce sobriquet est plus symbolique que réel car quelques dizaines de familles chiliennes tout au plus y habitaient.

Cet exil va bénéficier d'un élan de solidarité exceptionnel, qui mobilisera la plupart des organisations politiques, solidaires et syndicales ; résultat sans doute du grand courant de sympathie qu'inspira le projet de socialisme démocratique de



Séminaire sur la culture mapuche, sans date, Bruxelles.

l'Unité populaire. Pratiquement toutes les gauches, qu'elles soient socialistes, communistes, chrétiennes ou libres-penseurs, étaient représentées au sein du gouvernement d'Allende et s'identifiaient avec ses objectifs. Trois jours seulement après le coup d'État, le jeudi 14 septembre 1973, le PS, la FGTB et le Comité Europe-Amérique-latine (CEAL), convoquaient la première manifestation de solidarité à la Maison des Huit heures de la FGTB, place Anneessens.

Le COLARCH en 1975

Début 1975, un Collectif d'accueil aux réfugiés du Chili (COLARCH) sera constitué. Il s'agit d'une structure unique et pluraliste, probablement la première de ce type en Belgique, qui fédère 12 associations⁴. Ce Collectif se charge non seulement d'obtenir des visas et d'aider à réorganiser la vie des exilés qui ont souvent connu la prison, la torture et la «disparition» de proches, mais aussi d'exercer des pressions pour défendre les victimes sur place.

La première génération d'exilés latino-américains qui arrive entre 1973 et 1982 a vécu pleinement le gouvernement de Salvador Allende et le coup d'État. A l'instar de la répression sur place qui s'attaque à tout individu suspect de s'opposer à la dictature, les demandeurs de refuge proviennent de toutes les classes sociales. Et à partir de 1976, se joignent à eux ceux qui viennent d'Argentine, d'Uruguay et de Bolivie, mais dans ce dernier cas, il s'agit surtout de militants intellectuels.

A partir de 1983, les exilés chiliens ont un nouveau profil. Il s'agit en général de jeunes pour qui l'Unité populaire et le coup d'État ne sont que des souvenirs d'enfance. Par contre, ils ont connu la dictature, les luttes clandestines et les grandes «journées de protestation» qui débutent cette année-là.

Si la dictature chilienne se prolonge jusqu'en 1990, des vents de changements soufflent en Amérique latine dès 1978 et encouragent les premiers retours. A partir de 1978, après une certaine ouverture politique au Brésil, des Brésiliens

commencent à faire leurs bagages. Tout comme des Argentins qui retournent à partir de 1983, après les élections qui suivirent la guerre des Malouines. Les Uruguayens rentrent en 1984, après les élections et le départ des militaires. Environ la moitié des exilés chiliens prendra le chemin du retour pendant les décennies de 1980 et 1990.

A partir de 1980, une nouvelle vague de Latino-américains composée d'immigrants dits économiques arrive à Bruxelles. Ces Latinos cherchent souvent à subvenir aux besoins de la famille sur place ou tentent simplement d'échapper aux difficultés, mais aussi aux conflits. Il s'agit principalement d'Équatoriens, de Dominicains, de Brésiliens et de Colombiens, sans doute moins politisés que les exilés et certainement moins visibles socialement. Ces nouveaux immigrés s'organisent souvent autour des églises et sont largement majoritaires parmi les Latino-américains.

Les périodes et les tendances de l'exil

Les premières années, à l'instar de leurs «collègues» espagnols qui les ont précédés, les exilés latino-américains sont sans doute agités par deux sentiments : ce sont des militants mais aussi des personnes déracinées violemment.

D'une part, leur engagement les incite à poursuivre leurs activités politiques. Ceci prend la forme des réunions – souvent interminables – où il est question de dictature, résistance, victimes, mais surtout de poursuivre la lutte. Cette obsession marquera longtemps l'exil. D'autre part, l'éloignement stimule la nostalgie du pays perdu, surtout lorsqu'il est forcé. Durant ces mêmes réunions, on évoque avec tristesse la belle terre, ses imposantes montagnes baignées par de vastes mers, les gratins de maïs exquis et les vins, toujours inégalés.

Dans un premier temps, les exilés s'organisent principalement autour des partis politiques exilés ; ceux qui comptaient l'Unité populaire ou le MIR (Mouvement de gauche révolutionnaire). Parfois seuls, parfois associés, ces partis veulent faire connaître leurs analyses mais surtout dénoncer le drame des victimes et faire naître la solidarité. Ils trouvent une petite place dans des partis «frères» en Belgique, au PS, dans la salle Marx du PC, ou encore dans les locaux d'AMADA-TPO (actuel PTB), de la LRT (actuelle LCR) et du périodique POUR. Les grandes activités se concertent avec le Comité Europe-Amérique latine (CEAL), lié à OXFAM.

Toutefois, vers 1976, le Chili ne peut rester la seule priorité de la solidarité belge ; l'Argentine, la Bolivie ou l'Uruguay

requièrent aussi des actions urgentes où la solidarité peut sauver des vies. Le COLARCH élargit son action aux autres pays sous dictature, malgré les objections nationalistes de certains exilés chiliens. Il devient par ailleurs évident que l'exil sera long. A cette époque, pratiquement toute l'Amérique du Sud et centrale subit des régimes militaires, à l'exception de la Colombie et du Venezuela.

Un tissu associatif qui se diversifie

Dans cette nouvelle situation, l'importance des partis politiques exilés a tendance à s'effriter. Ils vont connaître de nombreuses divisions et défections, ce qui provoque une augmentation du nombre d'exilés sans parti ou associés à des fractions non représentées par les partis officiels. Ils cherchent des lieux d'expression politique, mais aussi culturelle. Un espace de rencontres où traditions culinaires, danses, folklore, littérature peuvent s'exprimer.

Ces locaux n'ont pas vraiment été choisis mais plutôt trouvés là où existait un espace disponible relativement important et pas trop cher. Devenus lieux de rencontre et d'activités diverses, allant de réunions politiques et syndicales, conférences, séminaires, présentations de livres, de films avec débat, aux thérapies, ces locaux ont été de toute première importance. Ce n'est probablement pas un hasard si les trois premiers locaux se situent près de la gare du Midi, un quartier populaire. Par la suite, lorsque cette communauté sera mieux installée dans la ville, les nouveaux locaux se situeront dans des quartiers plus aisés.

Les locaux politiques des groupes exilés se sont montrés pertinents lorsqu'ils remplaçaient l'activité politique interdite au pays. Le rétablissement d'une certaine démocratie – même si elle est de «basse intensité» – a rendu caduque l'activité politique intense à l'étranger. Avec toutefois des exceptions. Les activités des communautés chiliennes exilées ont joué un rôle majeur dans le combat pour obtenir le jugement de Pinochet lors de son arrestation au Royaume-Uni en octobre 1998.

La Maison de l'Amérique latine

En 1964, le Conseil Éiscopal Latino-américain (CELAM), avec l'appui du Mouvement International des Étudiants Catholiques (MIEC-Pax Romana), a créé le Service Européen des Universitaires Latino-américains (SEUL asbl). Ses ob-



Réunion des membres de l'association El Rincón à Bruxelles, sans date.

jectifs sont de « créer un champ de réflexion critique sur l'Amérique latine » et « donner un service d'information et d'accueil aux étudiants latino-américains en Europe »⁵. A partir de 1969, quelques volontaires armés d'une stencileuse ont publié *Boletín* du SEUL, publication proche de la théologie de la libération.

Dès l'arrivée des exilés, le SEUL contacte certains d'entre eux, plutôt des non-Chiliens ou des exilés sans partis, et leur offre les pages du *Boletín*. De cette rencontre naîtra l'idée de transformer le SEUL en Maison de l'Amérique latine. La Casa de América Latina (SEUL) ouvre ses portes en 1975, soutenue essentiellement par un subside de la Coopération au développement. Elle offre un centre de documentation, une bibliothèque, une cafétéria et sera le siège de l'activité de plusieurs comités qui en font leur adresse légale ; aussi bien des comités de défense des droits humains et des droits syndicaux que l'Association de familles de détenus-disparus, le Groupe de femmes latino-américaines, ou encore des comités associés à un pays comme le Nicaragua, le Salvador et d'autres.

Ce foisonnement d'activités fait de la Casa une référence pour les exilés latino-américains au-delà des frontières belges : elle sera le siège de conférences de dirigeants exilés ou de séminaires comme celui des militaires constitutionnalistes qui ont refusé de participer aux coups d'Etats. Des personnalités comme Hortencia Bussi, la veuve de Salvador Allende ; Ernesto Cardenal, le prêtre-poète lié à la théologie de la libération et ministre de la Culture du Nicaragua ; Adolfo Pérez-Esquivel, l'argentin prix Nobel de la paix (1980), ont donné des conférences et des interviews à la revue *Franja*. Par ailleurs, Evo Morales, futur président de la Bolivie et la fille d'Ernesto Guevara ont également participé à des activités.

Sur le plan culturel, la Casa reçoit des artistes en tournée, accueille de nombreuses expositions et une *Peña*⁶ hebdomadaire, en plus des ateliers créatifs et d'autres activités pour les jeunes. En octobre 1978, la Casa est le lieu de rencontre de quelque 80 femmes latino-américaines exilées qui militent dans des organisations féministes à Londres, Paris, Stockholm, Lausanne et Bruxelles. Si toutes les participantes

encouragent la formation des groupes autonomes de femmes, la revendication de « l'égalité juridique, politique et économique de la femme par rapport à l'homme », ainsi que le droit à la contraception et à l'avortement, le débat porte sur la participation des femmes aux luttes politiques « qui mène le prolétariat pour son émancipation définitive »⁷.

Le Collectif de travail psychosocial

La création du COLAT (qui existe encore sous le nom EXIL) figure parmi les activités marquantes de cette époque. Jorge Barudy, psychiatre chilien réfugié en Belgique, prend en charge l'aide psychologique destinée à certains exilés qui souffrent des traces physiques et psychiques de la torture et d'autres formes de violence organisée. Sa thérapie se base sur la psychologie communautaire qu'il avait pratiquée au Chili.

De ces premiers cas naît l'idée de créer un centre spécialisé susceptible d'offrir un accompagnement médical et psychologique aux victimes, dans un cadre qui cherche une réinsertion sociale critique, c'est-à-dire qui n'oublie pas la cause de la torture et de l'exil ni les projets d'une société plus solidaire. Grâce au soutien du Pr Franz Baro de la KUL et d'autres institutions catholiques, le Collectif de travail psychosocial (COLAT) verra le jour. Cette équipe de professionnels de la santé soutient les exilés « adultes » et met en place un programme spécialisé « enfants » affectés par les souffrances de leurs proches.

Le COLAT a également créé la revue *Franja*, qui, au-delà des sections « politique », « culture » et « femmes », aborde aussi les problèmes de l'intégration à la vie en Belgique. A partir de 1982, la Casa rencontre des problèmes financiers et quittera le local de la rue de Suède en 1985. Elle continuera néanmoins à organiser des activités depuis un bureau bien plus petit.

En 1983, des comités travaillant sur l'Argentine et l'Uruguay constituent l'Association culturelle Uruguay-Argentine (ASCUA) et louent un local à Saint-Gilles, rue du Fort 76. Il sera le siège de la plupart des activités des exilés latino-américains de 1983 à 1990, quand le local doit fermer à cause de vétusté.

El rincón latino et la réactivation de la Casa

En 1990, la communauté latino-américaine visible à Bruxelles est sans doute issue de l'exil, mais le retour est désormais possible. Environ la moitié des réfugiés repart et la réinsertion dans le pays d'origine s'avère parfois difficile ; chacun retrouve une société pleine des souvenirs d'une époque jadis solidaire et qui n'est plus. Le pays retrouvé est devenu concurrentiel et individualiste. Et ceux qui restent à Bruxelles ont choisi d'y faire leur vie depuis longtemps. Durant cette nouvelle période, l'importance des partis politiques exilés est en déclin ; par contre, les activités « communautaires » demeurent. Elles vont se dérouler dans deux lieux : un grand immeuble dans le quartier du Midi loué par l'association El Rincón latino et celui de la Casa (SEUL) qui réapparaît et loue une maison rue Berckmans à Ixelles.

L'expérience de El Rincón est unique. C'est en effet la seule association à être entièrement soutenue par ses membres, sans bénéficier de soutien, ni officiel ni privé. Cette association de fait trouve son origine dans un tournoi de football entre des équipes d'exilés latino-américains. Le fond est bien sûr politique : chaque équipe est souvent composée de militants et surtout d'ex-militants de partis chiliens. Durant les matchs, la vente de plats typiques sert à récolter des fonds pour soutenir les victimes au pays et les organisations de résistance. Le gagnant reçoit la coupe « Salvador Allende ».

L'équipe Los Huasos, une des mieux organisées, constate que les exilés sont en train de s'installer durablement en Belgique. Les couples mixtes sont de plus en plus nombreux et une deuxième génération grandit à Bruxelles. Or, il n'existe plus une organisation ni un lieu rassemblant cette communauté. Le local de la Casa rue Berckmans est étroit et parfois perçu comme élitiste. Un espace devait donc être trouvé pour la diaspora latino, semblable à ceux créés autrefois par les Italiens et les Espagnols. La recherche aboutit en 1994 lorsque Víctor Castro et sa femme Lidia trouvent un ancien atelier textile à louer, au boulevard du Midi 42.

Le relais de la jeune génération.
Ça se passe au *Sounds Resist*,
à deux pas de l'espace *Buen Vivir*, à Ixelles.

Ce groupe est composé d'anciens militants, souvent d'origine modeste. Il n'a ni l'habitude ni la culture de demander des subsides. Il devient une asbl ; Claudio Morales sera président et Ricardo Reyes trésorier. Le groupe décide de l'appeler le local *El Rincón latino*. Celui-ci vivra grâce aux bénéfices du bar et des apports des membres du club *Los Huasos*. Les associés peuvent proposer des causes à soutenir financièrement au pays. Leur choix porte souvent sur l'aide aux prisonniers politiques ou à certains syndicats, ou encore aux dispensaires des quartiers défavorisés qui donnent les premiers soins aux manifestants blessés par la police.

Les bureaux sont sous-loués à d'autres associations et parfois prêtés gratuitement. L'*ASCUA* s'y installe fin des années 1990, après la fermeture du local de la rue du Fort. Une chorale y répète régulièrement.

En 1997-1998, une coordination de 15 organisations y prépare la commémoration du 25^e anniversaire du coup d'Etat. Entre fin 1998 et 2000, *El Rincón* devient le principal lieu de réunion des groupes exilés lors du «cas Pinochet» ; des réunions s'y tiennent pour décider des activités destinées à obtenir le jugement du dictateur, arrêté à Londres du 16 octobre 1998 au 2 mars 2000, à la demande de la justice espagnole.

L'usure du temps

Cependant, vers 2004, la charge devient trop lourde pour un petit groupe qui souffre de l'usure du temps et dont l'enthousiasme s'amoindrit. Le bar est donné en concession. Une clientèle non politisée commence à arriver, parfois portée sur des activités illicites. L'association cesse ses activités en 2006.

La Maison de l'Amérique latine fonctionne en parallèle à la rue Berckmans. La priorité est alors aux activités culturelles, sans trop de connotation politique, donnant une place importante aux ambassades. Elle n'a pratiquement pas participé aux activités visant l'obtention du jugement de Pinochet. Ce



positionnement est condamné par une partie des exilés. La Casa déménage place Flagey et, en 2008, loue un local plus spacieux au n° 27 rue du Collège à St Gilles. Mais effet collatéral de la pandémie Covid et du confinement, la Casa ferme définitivement ses portes en décembre 2022.

Actuellement, l'essentiel des activités sur l'Amérique latine se déroulent dans l'espace *Buen Vivir* et dans la salle de concert *Sounds Resist*, les deux à Ixelles, près de la Place Fernand Cocq. Aujourd'hui se pose la question de la transmission générationnelle. Les enfants des exilés ayant grandi à Bruxelles ont un rapport avec l'Amérique latine différent de celui de leurs parents. Le prochain défi sera de réussir à passer le flambeau aux générations suivantes et aux immigrants. ▶

[1] Englebert, 2010, La fédération de mouvements de la solidarité en Belgique francophone, pour l'Amérique latine, après le coup d'Etat au Chili, mémoire de master en sociologie, ULg, p. 29.

[2] De l'Argentine : Carlos Malter-Terrada; du Brésil : Roberto Ribeiro, Bruno Talenski; de République dominicaine : Orlando Vargas, Carlos Tomás Fernández, Bladimiro Blanco. Et 4 Boliviens.

[3] Lire l'article d'Ema Tytgat Paredes en pages 22-28 de cet *Imag*.

[4] Aide belge aux personnes déplacées ; Amnesty International ; Amnesty International Vlaanderen ; Comité belge Europe Amérique latine ; Comité national universitaire de solidarité avec le peuple chilien ;

Entraide et Fraternité ; Femmes Prévoyantes Socialistes ; FGTB régionale Bruxelles-Hal-Vilvorde ; Oxfam Belgique ; Rassemblement des femmes pour la paix ; Solidarité mondiale et Broedelijc Delen.

[5] Blasón Borges Lenay A, 2004, L'avènement des organisations interculturelles. Contribution à la théorie du changement organisationnel dans le monde associatif: le cas de la Maison de l'Amérique latine à Bruxelles. Mémoire de Master, Fac de Communication, UCL, Ch. 5.

[6] Peña : rencontre autour de la musique folklorique où une partie du public s'improvise comme musicien amateur.

[7] *Franja* 8, déc. 1978.

Souvenirs D'AMITIÉS militantes

Il faut le reconnaître : jamais, en Belgique, accueil de réfugiés ne fut plus consensuel ni plus dévoué que celui des Chiliens – et de dizaines de ressortissants d'autres pays latino-américains réfugiés au Chili – fuyant la dictature du général Augusto Pinochet. Précisons : jamais avant celui des Ukrainiens suite à « l'opération spéciale » de V. Poutine. Mais, en 2022, souvenons-nous que notre secrétaire d'Etat CD&V à l'Asile et à la Migration dans le gouvernement De Croo, Sammy Mahdi, se sentit obligé d'annoncer un « statut spécial »¹ pour ces réfugiés d'Ukraine, alors même qu'il s'était distingué pour son intransigeance et ses fausses promesses aux sans-papiers grévistes de la faim de l'église du Béguinage à Bruxelles². Entre le Chili et l'Ukraine, la « forteresse Europe » s'était installée face à un « Sud global » dont les avant-postes, circonstance aggravante, sont musulmans et Arabes.

Paul et Tavo.



Jano.





Chico Juan.

accueil des Chiliens dans les années 1970 était surtout le fait de « la gauche», y compris chrétienne. «Chacun les siens» d'ailleurs : le PS affichait principalement sa solidarité avec le *Partido Socialista* de Salvador Allende, même si ce dernier se réclamait du marxisme. Le PCB privilégiait les communistes chiliens. Et l'extrême-gauche accueillait à bras ouverts, mais avec moins de moyens, les militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire, le MIR. Pour ces derniers, l'hôte le plus bienveillant fut le journal POUR (première mouture) de Jean-Claude Garot. Celui-ci offrit aux miristes toute une maison rue de la Concorde (en face des locaux de POUR) et son imprimerie édita l'*Informir*, le bulletin d'information du MIR pour ses militants et sympathisants à l'étranger. Quant au café La Tulipe, le « centre culturel » de POUR dans la rue du même nom, on y projetait souvent des films sur le Chili. J'ai habité rue de la Concorde et traduit en bonne partie l'*Informir*. J'étais aussi un «pilier» du café de la Tulipe et me souviens de mon stress lorsque l'on m'a demandé de traduire au pied levé tout un film non sous-titré.

Osmose

J'ai souvent plaisanté à propos du devoir qui m'incombait d'adresser une lettre de remerciements à... Pinochet pour m'avoir aidé à améliorer mon espagnol ! Il reste qu'à la rue de la Concorde, je pense avoir vécu une véritable osmose. Je me souviens qu'à une soirée, deux jeunes femmes chiliennes tout juste arrivées en Belgique se dirigèrent spontanément vers moi, persuadées que j'étais l'un de leurs compatriotes.

C'est à la rue de la Concorde que j'ai rencontré Chico Juan et sa bonne humeur qui semblait perpétuelle. De petite taille (« Chico »), Juan avait le rire facile et de fortes dispositions pour la taquinerie. Il parlait souvent de son grand amour, emprisonnée, dont il attendait l'expulsion vers l'Europe. Chico Juan deviendra un photographe reconnu des luttes sociales belges. Il me dit un jour qu'il ne rentrerait au Chili qu'une fois Pinochet hors d'état de nuire. Chico est mort terrassé par un cancer qu'il m'avait annoncé... avec le sourire. Et n'a jamais revu le Chili.

Compañeros

Mes amis chiliens, Jano, Tavo, David sortaient de l'adolescence. Et, à y repenser, je n'en étais pas bien loin non plus, même si je m'étonnai un jour de les voir dévorer des yeux une vitrine d'armurier. Il n'empêche qu'ils honoraient leurs engagements : Jano et Tavo partirent au Nicaragua, épauler les sandinistes dans leur lutte contre la dynastie kleptocrate des Somoza (1937-1979), mise en place par les Etats-Unis.

Luis, lui, était un peu plus âgé. Ouvrier électrique, il avait connu la prison. Je les ai un peu aidés, lui et sa famille, dans les démarches pour obtenir les papiers nécessaires à leur séjour. J'ai croisé d'autres ouvriers chiliens dont le très chaleureux Rojas (j'ai oublié son prénom). Voilà qui me fait penser à une observation que me fit un camarade chilien : les différences de classe se manifestaient jusque dans les salles de torture de la junte chilienne : il semble que si les détenus « intellos » parvenaient parfois, par des fausses vérités et des demi-mensonges, à égarer leurs interrogateurs/tortionnaires, c'était moins le cas des travailleurs manuels qui, souvent, se cramponnaient à leur mutisme, se laissant massacer plutôt que de parler. Je me souviens aussi de notre camarade Lenin qui, pourtant assez fluet, clamait d'une voix de stentor lors

des manifs pour le Chili le nom du « *compañero [camarade] Miguel Enríquez* », le dirigeant décédé du MIR. Et tous de lui répondre en hurlant « *Presente !* ».

Mélancolie de gauche

Le *Nine Eleven* a chassé le 11 septembre 1973. Pourtant, pourquoi, aujourd'hui encore, lorsque je regarde un documentaire sur la fin de Salvador Allende et de l'Unité populaire, les larmes me viennent-elles immédiatement ? Je pense que cette émotion découle des enjeux qu'a représenté l'épopée de l'Unité populaire chilienne. En effet, Pierre Galand, secrétaire général d'OXFAM-Belgique, nous rappelle que, jusqu'en Europe, les partis « progressistes » lorgnaient « l'expérience Allende », ce qui inquiétait Henry Kissinger, qui y voyait « le plus mauvais exemple », notamment pour la France où se préparait le Programme commun de la gauche. Et pour l'Italie, à l'époque du Compromis historique entre le PCI et la Démocratie chrétienne³.

La chute de Salvador Allende confirma à nos yeux l'idée pourtant évidente selon laquelle les droites au pouvoir, où que ce soit dans le monde, n'accepteraient jamais une remise en cause de leur pouvoir socio-économique. Quelles que soient les belles phrases sur « LA démocratie » auxquelles elles pouvaient se laisser aller.

Puis, environ un an plus tard, la mort du dirigeant du MIR, Miguel Enríquez, fauché à 30 ans le 5 octobre 1974 lors de l'assaut de sa maison repérée par la DINA (la sinistre police politique du régime Pinochet), semble avoir scellé l'impossibilité pour un mouvement populaire de l'emporter par la force sur les armées modernes et les moyens de surveillance des possédants.

Il y avait eu, en 1936, *Los cuatro generales*⁴ en Espagne. Puis, encore une fois, en avril 1961, quatre généraux français⁵ s'étaient insurgés contre la décision du général de Gaulle d'accorder l'indépendance à l'Algérie. Au Chili, un nouveau «quartieron de généraux félons» (*dixit de Gaulle*) forma la junte militaire qui allait renverser Allende et mettre fin à l'expérience de l'Unité populaire : Augusto Pinochet (armée de terre), Gustavo Leigh (armée de l'air), José Merino (marine) et Cesar Mendoza, chef des Carabiniers – «*celui qui apportait le café*», plaisantaient les Chiliens.

« Notre » 11-Septembre s'inscrit parfaitement dans une série d'événements historiques macabres qui nourrissent cette « mélancolie de gauche » dont nous parle l'historien Enzo Traverso⁶. Et puis, il y avait sans aucun doute aussi cette noblesse de la personne d'Allende. Son ultime discours restera pour moi un texte d'anthologie. Les «grandes allées», « *las grandes alamedas*», menant à une société meilleure pour l'homme libre qu'il évoquait dans ce discours semblent aujourd'hui devenues des bourbiers. La fin de l'Unité populaire et la mort de Miguel Enríquez sont à mes yeux des moments majeurs de cette « mélancolie ». Je pense qu'elles expliquent l'intensité de mes sentiments pour cette période. ▶

[1] Sur ce statut spécial,

lisez l'article de Kenan Görgün en pages 44-45 de cet Imag.

[2] Sur l'actualité des sans-papiers,

lisez l'interview de Youri Lou Vertongen en pages 40-43 de cet Imag.

[3] Pierre Galand, *Allende Presente !*, 15 juin 2023

[4] *Los cuatro generales* [Les quatre généraux], chanson républicaine espagnole dont une version voulue aux gémomies les quatre officiers supérieurs qui s'étaient insurgés contre la République espagnole : Francisco Franco, Emilio Mola, José Sanjurjo, Gonzalo Queipo de Llano.

[5] Raoul Salan, Maurice Challe, Edmond Jouhaud et André Zeller.

[6] *Mélancolie de gauche : La force d'une tradition cachée (XIX^e-XX^e siècle)*, éd. La Découverte, 2016.

Les yeux ENTRE DEUX mondes

Le 6 décembre 2024, Université Libre de Bruxelles, auditoire Chavanne.

Invité dans le cadre d'un cours de sociologie politique, je prends la parole devant près de 200 personnes, principalement des étudiants en sciences politiques.

J'y présente une conférence intitulée « Musique et contestation : le cas du Chili ».

Si l'exercice m'est devenu familier au fil du temps, l'émotion demeure intacte.

Depuis deux ans, cette conférence me permet de raconter l'histoire méconnue de mon pays d'origine, un récit où mouvements artistiques et mouvements sociaux s'entrelacent, comme ma propre histoire, intimement liée à l'histoire du pays.



Marcelo Coulón chantant aux côtés de Salvador Allende, en 1971.



Le Chili, pays à l'extrême sud du continent américain, possède une histoire profondément marquée par la lutte, la répression et la résistance. Ses paysages spectaculaires, des sommets des Andes aux plaines de la Patagonie, contrastent avec une histoire sociale et politique tourmentée. Pour comprendre le Chili d'aujourd'hui, il faut remonter à son passé, aux luttes qui ont façonné son identité, et aux cicatrices laissées par la dictature d'Augusto Pinochet (de 1973 à 1990), dont l'héritage continue de hanter les ambitions d'un peuple tout entier.

Je vais vous partager ce récit comme je le fais lors de mes conférences, en mêlant l'Histoire telle qu'on la retrouve dans les ouvrages, des témoignages inédits et mon propre vécu. Parler

de cette histoire, c'est également une occasion de poser des questions universelles sur l'engagement, la justice sociale et les dangers d'un système néolibéral dont



Christian Casanova Subercaseaux et Salvador Allende avec une représentante des peuples originaires.

ressources comme le cuivre, et redistribution des richesses pour réduire les inégalités. Ces mesures, portées par une base populaire engagée et organisée, ont inquiété les élites et des gouvernements étrangers comme les États-Unis, qui ont soutenu directement le coup d'État militaire de 1973.

Le 11 septembre 1973, Augusto Pinochet renversa Allende. Le palais présidentiel fut bombardé et Allende et son projet de justice sociale périrent. Ce coup d'État marqua le début d'une des dictatures les plus brutales d'Amérique latine, avec plus de 3.000 personnes mortes ou disparues et plus de 200.000 Chiliens contraints à l'exil.

Héritier d'une mémoire engagée

Ma famille n'échappa pas à cette vague de répression, et encore moins à ce phénomène de l'exil. Mon arrière-grand-père, Christian Casanova Subercaseaux, issu d'une famille bourgeoise et d'aristocrates, a travaillé directement pour Allende en tant que secrétaire général au ministère des Affaires extérieures (voir la photo ci-contre). En poste à l'ambassade chilienne à Paris lors du coup d'État, cet épisode marqua la fin définitive de sa vie au Chili.

Mon grand-père maternel, Marcelo Coulon, musicien au sein du groupe Inti-Illimani, fut également contraint à l'exil. Inti-Illimani est une figure emblématique de la Nueva Canción Chilena [Nouvelle Chanson chilienne], un mouvement artistique majeur au Chili des années 1960 et 1970, mêlant musique traditionnelle andine et paroles engagées. Ce groupe avait notamment publié un album *Canto al Programa* [Chant au Programme], qui reprenait en chansons le programme de l'Unité populaire de Salvador Allende. Lors du coup d'État, le groupe se trouvait en tournée en Europe et ne put retourner au Chili. Pendant leurs 15 ans d'exil, les Inti-Illimani ont porté en musique la voix des milliers d'exilés chiliens à travers le monde et notamment en Italie, où le groupe s'est installé et a eu un succès notable.

D'autres artistes de la Nueva Canción Chilena furent contraints à l'exil : Illapu en France et au Mexique, Quilapayún à Paris, le célèbre compositeur Patricio Manns parti d'abord à Cuba, puis en Europe. Certains connurent un destin plus tragique, comme Victor Jara, porte-parole emblématique du mouvement, qui fut emprisonné, torturé et assassiné quelques jours après le coup d'État dans un stade qui porte aujourd'hui son nom.

le Chili, souvent décrit comme un laboratoire, incarne les dérives les plus extrêmes. Et ces dérives sont également à nos portes, ici, en Occident.

Un pays marqué par la lutte et la répression

Au début des années 1970, *El pueblo unido jamás será vencido* [Le peuple uni ne sera jamais vaincu] résonnait dans les rues de la capitale Santiago. Cette chanson, interprétée par le groupe Inti-Illimani et écrite par le compositeur chilien Sergio Ortega, est devenue un hymne international de la résistance. Elle a aussi accompagné mon enfance, berçée par les récits de luttes, les chants de révolte et les souvenirs d'exil de ma famille.

La période de l'Unité populaire au pouvoir, qui s'étend de 1970 à 1973, représente un moment charnière dans l'histoire du Chili. Sous Salvador Allende, premier président socialiste élu démocratiquement, le gouvernement a lancé des réformes ambitieuses : réforme agraire, nationalisation des

La Belgique, terre d'accueil

Comme un coup du destin lié à cette histoire familiale déjà bien tracée, le lieu de rencontre de mes parents n'a rien d'anodin. Il s'agit de la Prison publique de Santiago, où la majorité des derniers prisonniers politiques de la dictature chilienne étaient incarcérés.

Ma mère, née quelques mois avant le coup d'État de 1973, a grandi en exil entre l'Espagne avec sa mère et l'Italie avec son père et le groupe Inti-Illimani. Elle est retournée dans son pays de naissance dès la fin de la dictature, en 1988, pour la première fois, à l'âge de 15 ans. Elle est partie s'y installer à 17 ans et s'est rapidement impliquée dans des actions sociales et politiques, notamment à travers des visites régulières aux prisonniers politiques.

C'est lors de l'une de ces visites qu'elle a rencontré mon père, détenu en raison de son engagement au sein du Front Patriotique Manuel Rodríguez (FPMR). Le FPMR est une organisation chilienne clandestine fondée en 1983 pour lutter contre la dictature d'Augusto Pinochet. Cette organisation porte le nom d'une figure emblématique de la lutte pour l'indépendance chilienne au XIX^e siècle, et est un symbole de la résistance populaire.

Mon père, issu d'une famille modeste d'une petite ville au sud de la capitale, avait rejoint cette organisation à la fin des années 1980. En octobre 1988, il fut arrêté lors d'une opération, et fut par la suite torturé et emprisonné. Il resta en prison jusqu'en 1993. Cette année-là, grâce à la reconnaissance de son statut de réfugié politique par les Nations unies, la Belgique accueillit mon père. Ce petit pays européen s'était fait grand en accueillant depuis les années 1970 de nombreux exilés

chiliens. Peu de temps après, ma mère, mise sous pression par la police secrète chilienne (la CNI, Centre national d'Intelligence), décida de quitter à son tour le Chili et de rejoindre mon père à Bruxelles. Un an plus tard, en 1994, je suis né, au croisement de deux histoires familiales profondément marquées par les événements récents du contexte chilien.

Malgré leur séparation précoce, mes parents m'ont transmis une mémoire vivante commune de la lutte, mais aussi une vision critique du monde, très éloignée de ce qui passait à la télévision.

Ma mère Nathalie et mon père Manuel, à la Prison publique de Santiago. C'était en 1992.



Nous n'avions d'ailleurs pas accès aux chaînes télévisées, tout au plus quelques VHS. Dans le salon familial, ce sont plutôt les livres sur la révolution cubaine et les disques de la *Nueva Canción Chilena* qui occupaient l'espace. Cela a créé dès l'enfance un lien fort avec mes racines. Et au fur et à mesure des années, ce lien n'allait faire que grandir, grâce notamment à de nombreux voyages au Chili.

D'une mémoire familiale à l'action

Le mouvement étudiant chilien de 2011 a été l'une des mobilisations sociales les plus significatives depuis le retour à la démocratie dans le pays. Les étudiants revendiquaient une éducation accessible et équitable, dénonçant la privatisation et la marchandisation du système éducatif héritées de la dictature de Pinochet.

Cette année-là, à 16 ans, je retournai au Chili avec mon frère Pablo, 14 ans. Nous avions le même âge que les lycéens qui descendaient par milliers dans les rues. Avec d'autres enfants d'exilés revenus vivre au pays, nous avons pris part à des manifestations et des actions directes avec un degré de violence que je n'avais jusque là jamais connu.

Lors du soulèvement social [*Estallido Social*] de 2019-2020, je suis retourné au Chili pour participer aux manifestations et observer ces événements qui ont fait le tour du monde. Contrairement au mouvement étudiant de 2011, ce soulèvement a mobilisé tous les secteurs de la société, créant une convergence des luttes inédite depuis la fin de la dictature. Ces révoltes populaires, entre rassemblements, assemblées de quartier et créations artistiques ont marqué l'histoire récente du pays.

En 2021, j'ai également eu l'opportunité de couvrir les manifestations chiliennes et de mener plusieurs reportages en tant que correspondant pour deux médias européens, *Contre-Attaque* et *Bruxelles Devie*.

Ces expériences, mêlant observation, participation et transmission, ont abouti à la rédaction d'un mémoire consacré aux liens entre les mouvements sociaux et artistiques au Chili, avec un accent particulier sur le rôle de la musique engagée dans les processus de contestation. Sur base de cette recherche, j'ai intégré un cadre académique en qualité d'intervenant régulier à l'Université Libre de Bruxelles et à la Haute École de Namur.

La fragilité des acquis sociaux

La Belgique, avec son modèle social, m'offrait un cadre de vie très différent de celui de ma famille restée au Chili. Éducation, santé, retraites et autres secteurs essentiels étaient largement soutenus par l'État belge, garantissant une égalité d'accès. Ces droits, souvent perçus comme acquis, représentaient un privilège à valoriser pour ma famille en comparaison avec les inégalités structurelles du Chili.

De fait, j'ai pu bénéficier d'un accès à une école publique de qualité, à des soins de santé accessibles et à des infrastructures sociales solides. Tout cela a contribué à m'offrir une stabilité et des opportunités qui ont permis de me construire et ont un impact qui perdure encore aujourd'hui au quotidien. Mais ce n'est qu'en vieillissant, et surtout en retournant régulièrement au Chili, que j'ai réellement compris l'importance et la fragilité de ces acquis sociaux.

Laboratoire économique à grande échelle

Le système néolibéral, instauré de manière brutale sous la dictature de Pinochet, illustre les dérives d'un modèle économique où le profit prime sur le bien commun. Le Chili a servi de laboratoire pour ce système, sous l'influence d'un groupe d'économistes chiliens, surnommés les « Chicago Boys », et de leurs réformes extrêmes. Ces politiques ont abouti à la privatisation de presque tous les secteurs essentiels : la santé, l'éducation, les retraites, et même des ressources naturelles comme l'eau.

L'objectif affiché de ces réformes néolibérales était de renforcer la compétitivité des secteurs essentiels en s'appuyant sur la privatisation et la libéralisation des marchés. Cette approche reposait sur l'idée que le transfert de la gestion de ces secteurs vers des acteurs privés permettrait d'augmenter leur efficacité, de réduire les coûts et d'améliorer la qualité des services offerts. Mais la réalité fut bien différente : les inégalités se sont creusées de façon alarmante, laissant une grande majorité de la population dans une précarité grandissante.

Ce modèle économique a créé une société à deux vitesses, où seuls ceux qui peuvent payer ont accès à des services de qualité.

Les conséquences sont visibles : un écart colossal entre les riches et les pauvres, des services publics sous-financés, et une société où les opportunités sont de plus en plus dépendantes des moyens financiers.

Tirer les leçons de l'Histoire, repenser nos priorités

Ce qui s'est produit au Chili n'est pas un phénomène isolé, mais une alerte pour le reste du monde. En Europe, y compris la Belgique, les privatisations progressives et les coupes dans les services publics suivent les traces du modèle chilien.

Engagé comme travailleur social à Bruxelles depuis quelques mois, je constate chaque jour les impacts des inégalités. L'accès à la santé, autrefois universel, est aujourd'hui limité par des contraintes économiques : hôpitaux surchargés, moyens réduits, délais interminables pour des rendez-vous. L'éducation de qualité et le logement deviennent de moins en moins accessibles pour les classes populaires, surtout les plus fragilisés. Pendant ce temps, d'autres secteurs comme la sécurité intérieure ou la Défense sont renforcés chaque année. Cette logique d'austérité appliquée aux services essentiels et d'investissement en politique sécuritaire menace de fragiliser les acquis sociaux en creusant les inégalités et renforçant une société d'exclusion.

Si le cas chilien incarne les dérives les plus extrêmes de ce modèle, il nous rappelle aussi qu'aucun système n'est immuable. Les mouvements sociaux qui ont émergé montrent qu'il est toujours possible de résister, de repenser nos priorités et de bâtir des modèles économiques et sociaux plus justes. Certes, le rejet de la nouvelle Constitution chilienne en 2022, qui devait tourner la page de la dictature, constitue un revers important. Mais l'histoire est en perpétuel mouvement, et les générations futures auront à leur tour l'opportunité de poursuivre cette quête de dignité humaine.

Sur les murs de Santiago lors de la révolte sociale de 2019-2020.



Je dédie cet article à toutes les personnes qui portent en elles l'espoir d'un monde meilleur. À ma mère Nathalie, mon frère Pablo, mon grand-père Marcelo, mon neveu Newen. *El pueblo unido jamás será vencido.* ▶

CARTOGRAPHIER NOS MÉMOIRES pour écrire NOS TERRITOIRES



Je m'intéresse aux traces laissées par nos communautés dans des lieux qu'elles ont animés dans la ville. Au fil de mes rencontres, je livre ainsi des témoignages de nos présences sur le territoire au passé et au présent. D'origine chilienne, ma fascination pour les récits mémoriels trouve ses racines dans mon histoire. Binationale, portée par deux cultures, je me suis autorisée à transformer mon histoire familiale et mon ancrage à Bruxelles en outil de création.

A travers ma pratique de recherche sur les plans anthropologique et artistique, je me consacre à la construction de récits pluridisciplinaires et collaboratifs, par le prisme des archives.

Lectures interculturelles des espaces partagés

*Quels lieux gardent la trace des histoires d'exil et de transmission dans nos villes ?
Et comment les raconter pour valoriser nos patrimoines communs ?
Réponses à travers les deux projets collaboratifs « Chile Chico et le quartier Versailles » et « Mi Barrio », qui visibilisent les lieux emblématiques et les histoires de l'exil des communautés latino-américaines.*

En fixant mes intérêts sur des enjeux de territoire, de mémoire et de communauté latino-américaine, j'ai développé deux projets de recherche qui touchent à cet héritage et ces questionnements identitaires « Chile Chico et le quartier Versailles » et « Mi barrio Bruxelles ». Par la collectivisation des récits individuels, sont présentées des archives vivantes, où les individus deviennent actrices et acteurs de leur mémoire. *Chile Chico et le quartier Versailles*, c'est une archive constituée dans le quartier de Neder-Over-Heembeek. Elle donne la parole aux



Photos des albums de familles de Chile Chico du quartier Versailles, dans les années 1970.

familles chiliennes et aux habitants et habitantes du quartier des années 1970 à aujourd’hui. Ce projet a été le pilote d’une vaste exploration sur les mémoires latino américaines sur le territoire bruxellois. Une archive collaborative en ligne intitulée *Mi Barrio Bruxelles* se concentre sur la cartographie des lieux communs et des récits d’exil à Bruxelles. Cette autre expérience, actuellement en développement, a l’ambition de devenir une plateforme de référence pour et par les Latinos-américains vivant à Bruxelles.

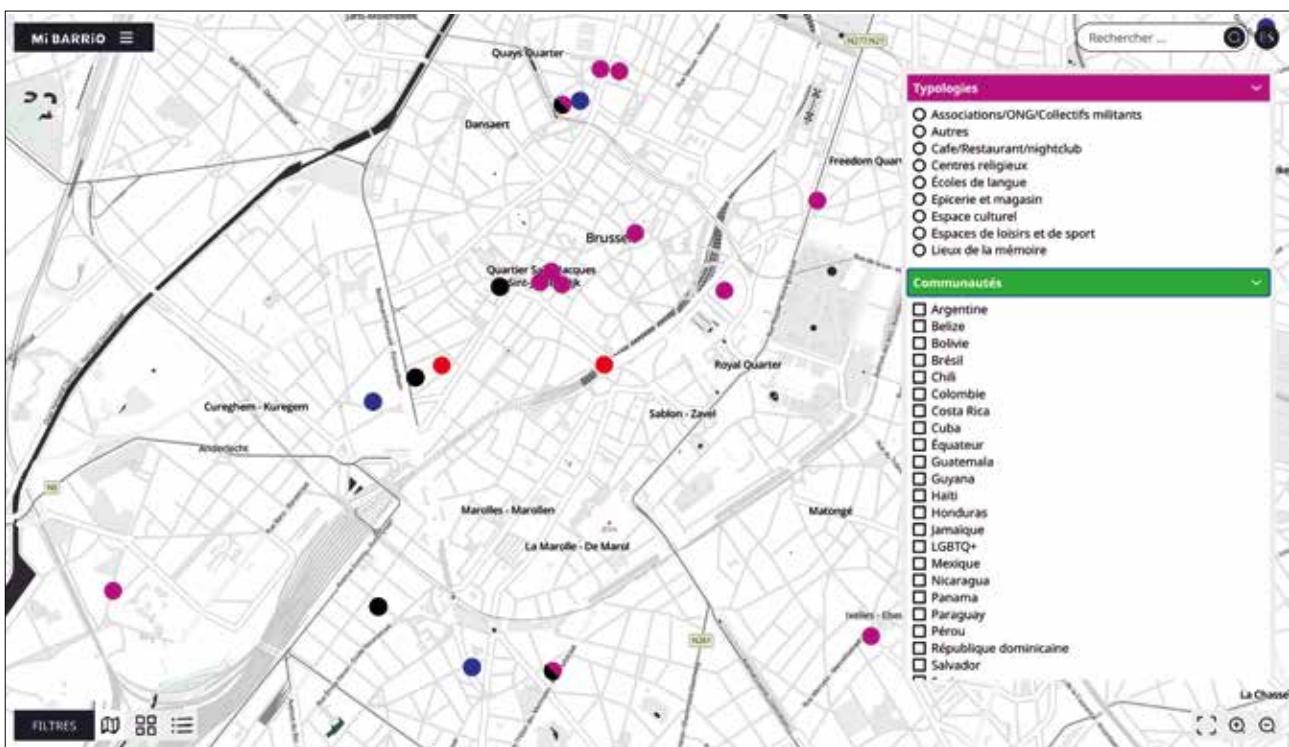
Ces deux initiatives s’inscrivent dans une perspective contemporaine de la ville, qui souhaite mettre en avant les récits peu entendus et repenser les narrations dominantes en valorisant les histoires orales communautaires. Ces actions souhaitent nuancer les lectures interculturelles et faire valoir les enchevêtrements et la fluidité de nos identités. Dans un contexte de transformation urbaine continue, ces dispositifs multiformes veulent recueillir des histoires sur ces espaces de mémoire avant leur disparition. Les enjeux de gentrification et de ségrégations spatiales émergent dans ces témoignages pour ouvrir le débat sur la capacité de la ville à favoriser la mixité sociale et culturelle. Ces démarches partagent donc l’ambition de visibiliser les contributions des migrations latino-américaines à Bruxelles,

en donnant la parole aux habitants et habitantes afin d’inscrire les mémoires dans les lieux qui les portent. Ces initiatives participatives permettent de réfléchir collectivement à l’avenir de nos espaces partagés. En connectant les réalités locales aux enjeux globaux, ces projets ne se limitent pas à la préservation du passé, mais créent un espace de dialogue intergénérationnel et intercommunautaire.

Le micro territoire pour raconter du global

L’initiative pionnière Chile Chico et le quartier Versailles est l’inventaire documentaire d’une collectivité qui s’est construite dans le quartier Versailles, situé au nord de Bruxelles. Son récit commence après le coup d’État de Pinochet, le 11 septembre 1973. Cet événement, que l’on appelle aujourd’hui « la catastrophe chilienne », a contraint des centaines de milliers d’exilés politiques à quitter le Chili. Cette tragédie a profondément marqué l’histoire du pays, de son peuple, et du monde, avec l’effondrement du projet socialiste de Salvador Allende et de l’Unité populaire.

Extrait du site Mi Barrio Bruxelles.



En 1975, la Belgique accueille les réfugiés chiliens. Ces premières arrivées coïncident avec la construction récente de logements sociaux dans la commune de Neder-Over-Heembeek. De nombreuses familles chiliennes s'installent alors dans ces tours du nord de Bruxelles et rejoignent les premiers locataires. Chile Chico, ou « le petit Chili », est le nom donné par les exilés et exilées à cette communauté installée dans le quartier Versailles qui devient un lieu de regroupement et un pôle de rencontre majeur pour les familles chiliennes à Bruxelles.

La cité-parc de Versailles s'inscrit dans un contexte d'urbanisation rapide et se développe en plusieurs phases

entre 1965 et 1984. Ce lotissement, composé de près de 800 logements sociaux, avait été initialement conçu pour loger les familles expropriées du centre de Bruxelles. Ces expropriations s'inscrivaient dans le cadre du plan Tekhné et du projet Manhattan, qui ont transformé le quartier Nord en une zone administrative et commerciale. Les premiers locataires de ce complexe résidentiel, composé de tours, de barres et de plots, étaient des familles majoritairement belges, marocaines, italiennes, espagnoles et grecques. Dans ce contexte multiculturel, les familles chiliennes nouvellement arrivées trouvent leur place et contribuent à façonner l'identité sociale et culturelle de ce quartier.

Au fil du temps, les familles développent des liens affectifs étroits au sein de Chile Chico. Les habitants sont unis par l'espoir d'un retour au pays et portés par leur aspiration à un rétablissement de la démocratie. Raconter l'histoire de Chile Chico, c'est raconter l'exil, les traumatismes et les deuils, mais aussi de l'espoir et la résilience du militantisme. Comme l'explique Tania, qui a vécu toute son enfance dans le quartier et dont la maman, Nancy, animatrice respectée, a créé de nombreuses activités pour les enfants : « *On a quand même été à plusieurs fêtes et puis il y avait aussi des gens qui venaient à la maison ; ou nous, on était invités chez d'autres gens. Ils étaient à la grande table et ça parlait. Et ça parlait de manière générale, de politique, de la situation au Chili, et donc nous, même si on était enfants et qu'on était en groupe et qu'on faisait des jeux, nos oreilles étaient là. On a grandi avec ça, avec des discours. Donc, même si on était à côté et qu'on faisait nos jeux, c'était quelque chose qui était*

présent ». Faire mémoire de Chile Chico, c'est aussi démontrer l'accueil d'une communauté et témoigner d'un projet solidaire à Bruxelles. Un projet qui raconte l'histoire d'une intégration de l'autre rendue possible grâce à des choix politiques, à des forces militantes, et à des citoyens et citoyennes mobilisées pour un devenir commun. Chile Chico raconte aussi l'histoire d'une communauté interculturelle car dans le quartier Versailles, plus de 17 nationalités cohabitent à l'époque.

Mario a habité une grande partie de sa jeunesse à Versailles. Ses parents, Carlos et Eliana, étaient très actifs et ont développé de nombreux projets pour les habitants. Il garde beaucoup de souvenirs du quartier : « *C'était pas juste Chile Chico, c'était Chile Chico et le Maroc et le Congo, enfin, le Zaïre à l'époque, les Italiens, les Belges, donc tout le monde savait que ça s'appelait Chile Chico. Mais par exemple, je sais qu'il y a des Marocains,*



MI BARRIO BRUXELLES

Nous vous invitons à rejoindre cette démarche collaborative en contribuant à la documentation des récits d'exil et de migration. Nous recherchons des lieux emblématiques des communautés latino-américaines à Bruxelles, mais aussi des histoires, des objets, des vidéos, des sons – tout élément qui peut enrichir et illustrer notre mémoire collective. Que ce soit un témoignage personnel, un artefact, un espace de rencontre, ou un souvenir

visuel ou sonore, chaque contribution est précieuse.

Enfin, *Mi Barrio Bruxelles* continue de créer et de se visibiliser autrement. Si vous souhaitez accueillir une partie de ce projet dans vos espaces culturels, n'hésitez pas à nous contacter ! Nous sommes également toujours à la recherche de nouveaux partenaires pour étendre notre travail collaboratif. Nous cherchons des opportunités pour nous déployer et continuer à faire vivre ce projet. Si vous souhaitez participer à ce travail de recensement ou obtenir plus d'informations, contactez-nous à : info@mibarrio.be. Nous vous fournirons tous les détails nécessaires et déterminerons ensemble les modalités de votre participation à ce projet participatif.

Un projet soutenu par Equals Bruxelles. Et en partenariat avec de nombreuses associations et personnes, toutes impliquées dans le développement collaboratif de ce projet.



Carlos et Lucho, deux piliers fondateurs du Chile Chico, ou le Petit Chili.

Mi Barrio Bruxelles

Avec la disparition de la Maison de l'Amérique latine en 2022, autrefois un lieu de rassemblement pour nos communautés, il est devenu important de réfléchir aux espaces laissés par son absence. Sans pallier ce manque, le projet Mi Barrio tente de constituer à nouveau un patrimoine commun virtuel entre les diasporas latino-américaines à Bruxelles.

Mi Barrio se propose ainsi comme un multivers de manifestations mémorielles, un site de commémoration dédié à valoriser nos histoires à travers la photographie vernaculaire, la culture matérielle et les histoires de nos communautés. Ce dispositif hybride se déploie sous la forme d'une plateforme web qui réunit plusieurs espaces virtuels : un espace pour la cartographie des lieux emblématiques créés par et pour les communautés latino-américaines, une médiathèque consacrée à nos exils, une collection pour nos histoires et un agenda collectif. Un partenariat développé avec l'association Siempre a permis l'ajout d'une carte et du guide à destination des personnes en quête d'information à leur arrivée sur le territoire.

Qu'est-ce qu'on y répertorie ? En impliquant la vidéo, la photographie, des documents sonores, nous nous souvenons et présentons des personnes, des lieux, des événements. On y retrouve les récits des radios communautaires, des espaces de danse, des restaurants, des manifestations politiques et des mobilisations solidaires entre autres. À travers les émissions, les reportages télévisés et les journaux auto-édités par des collectifs, se racontent des témoignages diasporiques. Les cuisines et les épiceries latino-américaines deviennent par exemple des lieux symboliques pour aborder des histoires personnelles. Ces espaces, souvent tenus par des familles issues de l'immigration,

des fils de Marocains, donc des migrations marocaines, qui me parlent encore de Chile Chico 20 ou 30 ans après. Et si tu me demandes pour moi qu'est-ce que je vois encore, c'est ce mélange de cultures ».

Les résidents de Chile Chico ont été les acteurs et actrices d'un quartier qui reflète les transformations de Bruxelles. Leurs témoignages expriment la diversité des vécus dans notre capitale. Encore aujourd'hui, l'exil et la migration continuent de trouver refuge à Neder-Over-Heembeek. Les histoires d'interculturalité se perpétuent, et à ces récits se greffent d'autres histoires, d'autres trajectoires. Le quartier advient comme un carrefour, où les individualités se rencontrent, où les vies se croisent et s'allient. À travers une exposition, un podcast et bientôt un livre, ce projet donne à voir et à entendre ces témoignages et ces images, qui s'inventorient encore et encore.



Le podcast *Chile Chico et le quartier Versailles* est disponible sur toutes les plateformes. Rendu possible grâce à la bourse podcast Karoo. Co-réalisation avec Victor Tytgat.

témoignent d'une Bruxelles plurielle, où l'on raconte des parcours d'exil, de transmission et des réinventions culturelles. Mi Barrio Bruxelles offre alors une visibilité à cette diversité, en fournissant une représentativité visuelle historique et nouvelle.

Le projet propose un inventaire mémoriel permettant une réappropriation de nos patrimoines par ceux qui en sont les protagonistes. En donnant la possibilité d'alimenter (via des formulaires en ligne) cette archive cartographique, toujours en construction et jamais terminée, Mi Barrio Bruxelles transforme l'archivage en un processus participatif. Les personnes concernées par cette mémoire prennent part activement à la construction de leur propre histoire collective, devenant ainsi passeurs et passeuses d'histoires et d'informations.

Pour se souvenir de soi-même et de nous

L'archivage collaboratif offre une alternative radicale aux pratiques traditionnelles de conservation de la mémoire, remettant en question une approche descendante où les institutions décident unilatéralement ce qui doit être conservé. Ce processus démarre à la fois des personnes et des lieux, établissant un échange dynamique où l'un mène à l'autre et inversement. Des entretiens sont réalisés pour créer un espace de

discussion, donnant la parole à celles et ceux qui, en tant que spécialistes de leur propre vécu, choisissent ce qu'ils souhaitent partager. Ces entretiens, loin d'être imposés et rigides, sont ouverts, permettant aux interlocuteurs et interlocutrices de s'exprimer sans contraintes strictes : les questions ne sont pas nécessairement chronologiques ou biographiques. L'objectif est d'écouter, de comprendre et d'accompagner l'expression



« J'aime les histoires, j'aime les collecter et j'aime les transmettre »

À paraître : le livre *Chile Chico et le quartier Versailles*

Une micro auto-édition conçue prioritairement pour le quartier, rendue possible grâce au *Futur pour la culture et Made in Versailles*. *Chile Chico et le quartier Versailles* est une exploration d'une mémoire qui se dérobe à une vision monolithique, qui résiste, se fragmente et se transforme. À travers cette archive collaborative, bientôt disponible en livre, Amina Saadi et Ema Tytgat Paredes entament un dialogue visuel. Elle reprend cette construction pour l'inventorier, l'interroger et révéler les mémoires invisibles à travers des listes et des collections.

Dans cette édition à paraître, les autrices ont cherché à capturer les va-et-vient entre passé et présent, à travers des images qui oscillent entre l'intime et le collectif.

individuelle, pour saisir non seulement des récits mais aussi la manière dont les personnes s'organisent en communauté. Qui est la première personne à rencontrer ? Quel est le protocole culturel à respecter ? Des questions nécessaires à ce travail, où chaque rencontre devient un point de départ vers une histoire partagée.

L'action d'archiver ne se limite pas à un simple processus matériel, mais se nourrit de la matière même de nos échanges. Ainsi, il s'agit d'inclure l'archivage dans le processus de l'entretien, en permettant aux personnes de discuter autour des matérialités et des artefacts afin de reconnaître des lieux et des visages familiers ou encore d'associer des chansons à des images. Un processus qui favorise la conservation de la mémoire et ouvre un champ de réflexion sur le rôle de l'identité, de sa visibilité et de son invisibilité. La personne interviewée choisit ce qu'elle garde de sa mémoire et ce qu'elle en présente.

Plateforme web, podcasts, vidéos, photos...

Afin de sortir des limitations de l'inventaire ou de la muséification patrimoniale, le souhait est de collectiviser ces histoires tout en affirmant des individualités, pour éviter de créer une histoire cohérente d'un héritage, mais plutôt retenir des expériences plurielles. Mi Barrio Bruxelles est donc une anthologie non exhaustive de nos vécus qui assume la subjectivité de nos points de vue multiples. Ensemble, nous reconfigurons l'histoire, racontons nos récits et réexaminons le passé à travers les prismes de nos expériences individuelles et collectives.

Cette approche cherche également à croiser des univers archivistiques passés avec des productions contemporaines, telles que des podcasts, des capsules vidéo ou des expositions

photographiques, afin de proposer un dispositif accessible et ancré dans une démarche de mémoire vivante et de transmission. Les images existantes ne peuvent pas être l'unique condition de nos représentations, il faut en créer – une démarche de création autant sociologique qu'esthétique. Les images, par exemple, prennent alors tour à tour le rôle d'objet mémoriel, d'instrument pour la récolte de données, ou encore d'objets performateurs d'interactions. Ces créations offrent une présence à des récits peu entendus, tout en éclairant de nouveaux vécus.

Dans cette dynamique de production et d'appréhension de cet inventaire en construction, une étude de la nostalgie peut également être menée. Les objets et les images deviennent des supports constitutifs de nos rapports à la mémoire. Mi Barrio Bruxelles constitue une médiation entre mémoires personnelles et vernaculaires, où l'attention est portée non seulement sur le matériel mais aussi sur les conversations, sur ce que l'on choisit de se dire, de se rappeler.

L'approche collaborative permet aussi d'affirmer des besoins, et de parvenir au soutien aux lieux créés par et pour les communautés. Ce travail veut créer des synergies avec les structures et les lieux existants, valoriser l'engagement des personnes auprès de nos communautés depuis des années. Ces initiatives collaboratives adviennent alors comme des leviers pour l'émancipation collective et un moyen de redonner une visibilité à des histoires souvent ignorées. Elles permettent de surmonter l'amnésie collective et de restaurer des rêves et des modèles passés pour penser au présent, à l'accueil de l'autre, aux solidarités possibles. Ces archives ouvrent la voie au rétablissement des liens en créant de nouvelles connexions entre les individus. ▶

Porte-VOIX

« *Là où se termine la terre* », « *Le temps des humbles* », « *Et que se taisent les vagues* » : les trois tomes du roman graphique de Désirée et Alain Frappier représentent beaucoup de choses à la fois. C'est d'abord le récit de vie de trois témoins – Pedro, Soledad et Luis – qui partagent leurs fragments de l'histoire du Chili. C'est aussi un emboîtement de faits historiques complexes, méconnus ou ignorés.

Et au bout de cette œuvre ébouriffante, on sera troublé, voire en alerte. Car, en prenant le pouls du Chili des années 1970, on ne peut s'empêcher de percevoir les tremblements de notre propre démocratie à la peine.

Désirée et Alain Frappier

**Là où se termine
la terre**

CHILI 1948-1970



STEINKIS

Désirée et Alain Frappier

**Le temps
des humbles**

CHILI 1970-1975



STEINKIS

Désirée et Alain Frappier

**Et que se taisent
les vagues**

CHILI - LA TRAVERSÉE



STEINKIS



es 960 pages de la trilogie de Désirée et d'Alain Frappier valent dix années de travail intense. Tout est hors-norme dans cette aventure humaine qui nous entraîne à travers la mémoire et l'histoire socio-politico-économique du Chili.

En couple dans la vie, en binôme dans leur profession – l'une est scénariste, l'autre dessinateur – Désirée et Alain avouent qu'ils n'avaient pas imaginé que leur projet prendrait une telle ampleur. Et d'ailleurs, pour ces deux Français qui n'avaient jamais posé un pied au Chili et qui ne parlent pas espagnol, l'intention d'embrasser pareil sujet ne les avait même pas effleurés. Tout a commencé par un hasard tranquille, chez des amis impatients de leur présenter Pedro Atias, qui deviendra le personnage principal du premier tome « Là où se termine la terre. Chili 1948-1970 ».

dra une telle ampleur. Et d'ailleurs, pour ces deux Français qui n'avaient jamais posé un pied au Chili et qui ne parlent pas espagnol, l'intention d'embrasser pareil sujet ne les avait même pas effleurés. Tout a commencé par un hasard tranquille, chez des amis impatients de leur présenter Pedro Atias, qui deviendra le personnage principal du premier tome « Là où se termine la terre. Chili 1948-1970 ».

On est là, on existe

« Pedro avait lu notre livre *La vie sans mode d'emploi, putain d'années 80!* [paru en 2014] qui décrivait la vie dans un immeuble parisien à l'aune des années 80. Il y a retrouvé le Paris de ses premières années d'exil et a pensé que nous pourrions, grâce à la précision du dessin d'Alain, restituer le Chili de sa jeunesse. » Pedro raconte ainsi son enfance, son père proche d'Allende et de Neruda, puis son odyssée d'un bout à l'autre du pays où la confrontation à la misère le pousse à lutter pour un avenir plus solidaire. Autant d'épisodes auxquels il s'accrochera plus tard pour résister à la torture et à l'emprisonnement sous la dictature.

Pour mieux traduire les souvenirs de Pedro, Désirée et Alain suivent ses traces, ils retrouvent sa maison à Santiago où il n'est jamais retourné depuis son arrestation en octobre 1973, ils consultent le registre de l'université où il était inscrit, ils rencontrent un oncle et des cousines.

Du singulier à l'histoire collective

La marque de fabrique des deux auteurs consiste à débobiner le périple intime de Pedro à la lumière de l'Histoire collective, en trouvant le bon mélange entre itinéraire individuel et contextualisation politique. Au fil des pages, se succèdent ainsi la guerre froide, la guerre du Vietnam, la révolution cubaine, la coupe du monde de football au Chili et avec elle la construction du stade de Santiago (transformé en centre de torture et de détention de prisonniers politiques dès les premières heures de la dictature), l'opposition à la guerre du Vietnam... « Grâce à *l'histoire de Pedro Atias*, nous avons pu évoquer et comprendre les prémisses de l'Unité populaire et décrire le Chili d'avant Allende. Mais nous avons vite compris qu'il nous faudrait envisager un second tome pour évoquer les mille jours de son gouvernement ».

Désirée et Alain partent alors à la recherche d'un autre personnage pour poursuivre l'histoire, la grande comme la petite. À la suite de Pedro, jeune chilien issu de la classe populaire, ce sera Soledad Lopez Marambio, jeune fille de 15 ans faisant partie des *sin casa*. Pour Alain, « ce qui nous semblait intéressant avec une femme, c'est sa façon d'être ancrée dans le quotidien. Soledad se souvenait de nombreux petits détails vestimentaires ou matériels qui peuvent sembler insignifiants, mais qui me sont très importants pour dessiner les événements ».

« Soledad ne souhaitait pas parler d'elle, mais du père de ses enfants Ricardo Solar Miranda, surnommé Alejandro, ajoute Désirée. Leur histoire d'amour et de prise de conscience politique portée par l'immense espoir suscité par l'Unité populaire nous est apparue comme une métaphore de ces mille jours et de la relation du peuple chilien avec son président. » Ricardo périt sous la torture en octobre 1973. Quatre ans plus tard, menacée à son tour, Soledad devra s'exiler en Belgique avec ses deux enfants.

Ouvrir le débat, donner des paroles

Dans « *Le temps des humbles* », l'histoire de l'Unité populaire est un sujet complexe que la scénariste traite avec fluidité, sans tomber dans l'exposé indigeste ni l'écriture démonstrative. Alain insiste :

« Nous n'avons pas une idée de départ qu'on veut expliquer aux lecteurs. Nous écrivons pour comprendre l'histoire et nous élaborons le livre au fur et à mesure de nos découvertes ». Désirée complète : « Nous donnons des paroles et non une parole. Nous n'imposons pas un point de vue et nous ne tranchons pas. Nous faisons confiance à nos lecteurs pour qu'ils tirent leurs propres conclusions. La trilogie se base sur trois regards différents et sur de nombreux témoignages. Elle offre plusieurs points de vue sur Allende ce qui nous permet de cerner davantage la complexité du personnage. »

La transition du deuxième au troisième tome coule de source. Alors que Maria Isabel Aguirre, exilée chilienne à Bruxelles, leur avait présenté Soledad, son mari, l'historien Jorge Magasich¹ leur parle de sa thèse portant sur le combat héroïque de marins qui tentèrent d' enrayer le coup d'Etat contre Allende ourdi par leurs officiers. Jorge a organisé une première rencontre en septembre 2018 à Liège avec six marins, dont un venu de Suède. Parmi eux, Luis Ayala, qui deviendra le fil conducteur dans « Et que se taisent les vagues », dernier tome de la trilogie et premier récit choral mettant en scène les jeunes marins de la troupe pris dans une course contre la montre pour sauver leur démocratie.

Multi sources pour une vision globale

Les albums regorgent d'informations pointues, fruit d'une recherche complexe qui a nécessité un travail de synthèse de 160 essais, de films et documentaires, de photos, de la presse de l'époque. Sans parler des sources de première main, telle que la rencontre avec Pascal Andres Allende, dirigeant du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et neveu du président. Par l'entremise de Jorge Magasich, les auteurs ont ainsi bénéficié du témoignage direct de celui qui assista à l'ultime tentative des marins d'avertir Salvador Allende de l'imminence du coup d'Etat, lors d'une réunion secrète en présence des dirigeants du MIR et de Carlos Altamirano (dirigeant du parti socialiste).

Comment assimiler tant de matière, la laisser décanter, pour ensuite réinventer sa propre écriture sans oublier des éléments essentiels ? Alain et Désirée nous montrent un outil qui force l'admiration : deux carnets japonais s'ouvrant en éventail,

Extrait du «Temps des humbles». Anita Gonzalez est une des mères qui portent sans relâche le portrait de leurs disparus lors de manifestations, à l'époque de la dictature comme aujourd'hui.



long de 3 m 80. Il s'agit d'une chronologie historique de l'Unité populaire. Chaque page est égale à un mois. Les 1.000 jours sont ainsi découpés mois par mois. Et chaque événement renvoie aux livres, avec mention des numéros de page ! Cette frise leur a permis de mener les entrevues avec précision : « *La grande histoire était posée, il ne me restait plus qu'à y faire entrer la petite histoire pour construire le récit sans se perdre dans la multitude d'événements qui ont jalonné cette période* ».

La presse de l'époque figure aussi parmi leurs sources. Alain : « *Désirée utilise beaucoup la presse, c'est une sorte d'instantané, comme une photographie. On a tout : la façon dont les gens parlent, les mots qu'ils emploient. Leurs espoirs. Personne ne connaît encore la fin de l'histoire. J'ai le même rapport avec les photos. Je passe beaucoup de temps à étudier les photographies, à regarder chaque recoin à la loupe, les enfants, les chiens errants, les gens édentés, ... Une manière de m'immerger dans l'époque.* »

Tant par l'image que par le texte, la scénariste et le dessinateur sont proches du réel, et la justesse historique est la pierre angulaire de leur travail. Pas question de se permettre des approximations au nom du droit à l'imaginaire, lequel, en voulant embellir, trahirait. Désirée détaille : « *Mon imaginaire se nourrit de la réalité. Comme disait François Truffaut : rien n'a plus d'imagination que la vraie vie. J'élabore la construction narrative du récit. Mais je suis respectueuse des mots des gens. Quand je donne la parole aux ouvriers ou aux bourgeois, ce sont leurs mots. Je ne me permets pas de parler à la place des Chiliens. Les écrivains sont des acteurs silencieux qui incarnent leurs personnages sur le papier.* »

On connaît la fragilité de la mémoire. Alors, que se passe-t-il en cas de conflit entre la version des témoins et les faits historiques ? « *Le récit graphique permet de faire coexister la version des témoins et les faits historiques tels qu'ils ont été prouvés par la suite. Lorsqu'une hésitation subsiste, que les sources ne nous semblent pas suffisamment fiables, il est aussi possible de mettre côte à côte les différentes interprétations de l'Histoire. La complexité des faits n'est pas un obstacle à la vérité historique, elle en est la richesse. Nous ne sommes pas là pour trancher ni pour apporter notre vérité, ce qui nous importe le plus c'est de trouver les clés pour dénouer les événements historiques et de comprendre les protagonistes de nos récits.* »

Respect, confiance, proximité

Désirée et Alain multiplient les rencontres en France, en Suède, au Chili et en Belgique. De quoi donner le vertige. « *Nous avons peur de décevoir tous ces gens qui nous avaient reçus* », confient-ils. Pour avancer, ils carburent à la confiance. Désirée : « *Je suis toujours bouleversée par la confiance que nous accordent les gens, dans la façon de se raconter. Cette proximité crée des liens puissants. Ça a changé notre vie et nos amitiés* ». Elle ajoute : « *Le roman graphique détient cette magie de faire revivre les disparus, les oubliés, les invisibles. Il y avait la nécessité de porter les témoignages que nous avions recueillis avant que ces voix disparaissent. Nous étions dans une urgence. On a vu partir des marins qui avaient été de précieux témoins avant d'achever « Et que se taisent les vagues ». L'écrivain Luis Sepulveda nous a quittés au moment où « Le temps des humbles » partait à l'impression.* »

Le binôme est également porté par l'histoire chilienne en elle-même. « *Nous avons très vite pris conscience d'une continuité : ce qui nous arrive aujourd'hui en France est comparable à ce qui s'est passé au Chili, laboratoire d'un système économique mortifère qui s'est installé dans une violence extrême et qui a montré qu'il ne peut perdurer que dans cette violence extrême* », reconnaît Désirée. Et si cette continuité de l'histoire n'apparaît pas explicitement dans la trilogie, elle saute pourtant aux yeux.

Alain et Désirée Frappier n'ont pas écrit pour solder l'histoire, mais pour la comprendre. Cette compréhension n'agit pas comme une finalité, mais comme une possibilité de s'inscrire dans la société et d'y participer en tant qu'être conscient de ce qui nous arrive. Pedro, Soledad, Luis et les marins constitutionnalistes ont en commun ce point : leur histoire continue à palpiter. Sous forme de transmission et d'une quête de reconnaissance, ou sous forme de résistance. Les marins constitutionnalistes se battent toujours aujourd'hui pour obtenir réparation pour les tortures subies et les années d'emprisonnement.

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli** ▶

[1] Lire son article « Composite associatif des exilés révolutionnaires latino-américains à Bruxelles », en pages 8-13 de ce dossier.

Un combat de plusieurs GÉNÉRATIONS



À mon papa

n décembre 1970, au début du gouvernement de l'Unité populaire de Salvador Allende et au moment de ma naissance, mes parents ont commencé à vivre dans une communauté d'étudiants, chrétiens et marxistes, dans un quartier pauvre de Concepción. Ils étaient partis habiter à plus de 2.000 km de leur ville natale, pour étudier à l'université. Mon père, Luis Peebles Skarnic, qui avait 23 ans, était étudiant en médecine et militant du MIR, le *Movimiento de Izquierda Revolucionaria*¹. Ma mère, Daborka Vlahovic Tomicic, étudiante infirmière, était la seule athée de la bande des onze amis vivant en communauté.

Avant de raconter l'exil de ma famille en 1975, alors que j'avais 4 ans, il y a mon enfance au Chili : à la fois mon insouciance protégée et, en parallèle, l'engagement de mes parents pour la justice sociale, leur soudaine absence, la vie de mon père en clandestinité puis son arrestation qu'il nous racontera plus tard. Ma conscience politique est née de notre trajectoire et de leur grille d'analyse de notre histoire collective.

« Papa, qu'est-ce qu'ils t'ont fait, en prison ? »

C'est mon frère Marcos qui lui a posé cette question, en 1987. Pour y répondre, mon père nous a demandé de nous asseoir, dans son bureau, à Neder-Over-Heembeek. Chez nous, le fait que notre père avait été torturé n'était pas un tabou. Nous pensions d'ailleurs savoir cela « depuis toujours ». Néanmoins, nous ne savions pas précisément ce qu'il avait subi.

Pour nous livrer le récit de ces faits, mon père nous a raconté l'histoire de sa vie. Il a commencé par nous décrire ses parents,

sa jeunesse, son choix de devenir médecin – «comme le Che» – et ensuite, son engagement politique. Cet engagement, il l'avait d'abord forgé en se rendant compte des injustices dans ce Chili inégalitaire, où la classe ouvrière vivait dans des conditions misérables, où les profits étaient accaparés par un petit nombre de privilégiés². Il nous expliqua son choix d'entrer dans le parti de gauche révolutionnaire, face aux intérêts bien gardés de la grande bourgeoisie, aux stratagèmes des multinationales, à l'impérialisme. Puis l'université, la vie en communauté, le travail social auprès de personnes alcooliques. Vinrent ensuite le coup d'Etat en 1973, sa décision de participer à la résistance, ses stratégies de survie en clandestinité, sa détention et les tortures

qu'on lui a infligées. Il nous a parlé de l'importance de ne pas faire de ce sujet de la torture un tabou, parce que cela pouvait générer d'autres problèmes – ce qui arrivait dans beaucoup de familles de réfugiés, quand en parler était trop douloureux.

Un an dans la clandestinité

Mon père avait passé près d'un an dans la clandestinité pendant la dictature au Chili. Le MIR avait vu venir le coup d'Etat et, dès le putsch, mon père avait une conscience aigüe qu'il fallait nous protéger. Il avait rapidement décidé d'essayer de participer à renverser la dictature et était resté à Concepción. Ma mère, mon



Janvier 1974, près d'Antofagasta, là où le camion de déménagement fut réduit en cendres. Mon père nous y accompagna avant de retourner à Concepción où il entra dans la clandestinité.

frère et moi, partîmes vivre dans le nord du Chili, à Antofagasta, près de la famille. Nous fîmes le voyage en avion. Un camion avait été trouvé pour transporter nos meubles et toutes nos affaires de Concepción à Antofagasta. Peu avant d'arriver à destination, une collision frontale a fait perdre la vie au chauffeur du camion. L'incendie provoqué par le choc a ensuite réduit le camion et tout son contenu en cendres.

De fin 1973 à mi-1975, mon frère et moi avons vécu chez ma tante et mon oncle, avec notre cousine de notre âge et, ensuite, avec notre cousin, né en novembre 1974, pendant un couvre-feu. J'ai beaucoup de souvenirs dans cette ville où il ne pleut jamais, en plein désert d'Atacama. Notre mère a rapidement trouvé du travail comme infirmière. Quand elle nous raconte notre histoire, elle précise qu'on nous disait que notre papa faisait ses études dans une autre ville.

En décembre 1974, ma mère aussi dut partir pendant six mois. Un jeune oncle, qui n'avait que 17 ans à l'époque, est venu jouer avec nous chaque jour pendant tout ce temps, dès qu'il quittait l'école. Nous ne nous doutions pas un instant qu'entre-temps, notre papa était détenu, porté disparu et torturé, et que notre mère frappait à toutes les portes du pays pour le retrouver.

Lorsque rester au Chili était devenu trop dangereux, vu la répression de plus en plus féroce, mes parents ont décidé de quitter le pays le 15 décembre 1974, en nous laissant chez ma tante. On trouverait une solution pour nous, dès qu'ils seraient en lieu sûr. Mes parents prirent un bus à Santiago, vers l'Argentine, de l'autre côté de la cordillère des Andes. A la frontière, la police inspecta le bus et demanda nommément si Luis Peebles Skarnic était présent. Mon père fut arrêté. Ma mère, qui ne fut pas détenue, demanda le nom et le matricule du soldat qui emmenait son mari. Etonnamment, le policier le lui communiqua. Grâce à ce geste, elle put suivre la trace de notre père jusqu'à un certain point. Elle sollicita un ami avocat qui rédigea un *Habeas Corpus*³, qui ne servit strictement à rien, se rendit dans des commissariats, des prisons, des bases navales, alla voir les comités de solidarité et les ONG de défense des droits humains. Elle chercha mon père pendant six mois.

La mal nommée Colonie Dignité

Rapidement après la détention de mon père, ma mère perdit la trace de mon père pendant deux semaines. Tout en étant prisonnier des services secrets de Concepción, il avait été

littéralement kidnappé par les services secrets de Santiago. Il fut alors emmené vers un camp de concentration, une véritable enclave dans l'Etat chilien, dénommée Colonia Dignidad, à près de 400 km au sud de Santiago.

Ce lieu avait été fondé en 1961 par un nazi, Paul Schäfer. Brancardier dans la *Wehrmacht* pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'était mis à prêcher la « bonne parole » et à rassembler des groupes de fidèles autour de lui après la guerre. Poursuivi en Allemagne suite à des plaintes d'abus sexuels sur mineurs, Schäfer voyagea quelque temps en Europe. Lorsqu'il devint clair qu'il ne pourrait pas échapper à la justice allemande, il partit au Chili. C'est alors qu'il fonda la *Colonia Dignité* en rachetant une ferme isolée sur 3.000 hectares de terrain. Ensuite, il acheta les terres des fermes alentour, n'hésitant pas à user de violence pour chasser les paysans locataires. Recréant une espèce de copie de ce que le III^e Reich n'avait pas réussi à réaliser, Schäfer fit de sa Colonia Dignidad un domaine agricole florissant. Il y faisait régner une discipline de fer. Les « colons » y parlaient allemand et s'habillaient comme dans la Bavière des années 1930. Les femmes étaient séparées des hommes, les enfants séparés de leurs parents. La vie y était en permanence collective, aucun secret n'était admis et les règles devaient être suivies à la lettre, sous peine de sanctions physiques et d'humiliations publiques. Les livres scolaires dataient d'avant la fondation de la Colonie; ils censuraient les différences entre les corps des femmes et des hommes et donc les parties génitales. Tout contact avec l'extérieur était interdit. Cette secte était composée d'environ 350 personnes. Elle construit en peu de temps un hôpital, une école, et même un aérodrome... mais aussi des tunnels souterrains, un mur d'enceinte électrifié entourant l'énorme domaine, des tourelles de surveillance, sans oublier les appareillages de surveillance et de télécommunication hautement sophistiqués.

Un récit aussi horrifiant qu'incroyable

Tout semblait sortir d'un film à la James Bond, avec un méchant qui finissait dans un bunker hyper technologique, mais combiné aux vraies atrocités commises par les nazis. Mon père nous décrivit l'endroit où il avait été torturé en expliquant que c'est par déduction qu'il s'était rendu compte où il avait été emmené.

Les « colons », comme on appelait les disciples de Schäfer, ont subi de sévères violations de leurs droits fondamentaux, pendant les décennies d'existence de la *Colonia Dignidad*

sous Schäfer jusqu'en 2005. Ils étaient chimiquement soumis en permanence. Les récalcitrants étaient « traités » par électrochocs. Les enfants y ont été systématiquement abusés sexuellement. Avec le soutien de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne, la colonie prospéra dès les années 1960 en offrant des services aux habitants alentour et au personnel de l'ambassade. En 1973, après le coup d'Etat, la collaboration de la Colonia Dignidad avec la dictature militaire a rapidement démarré. La *Colonia Dignidad* a ainsi servi de centre de torture clandestin. Aujourd'hui, il est établi qu'au moins 100 prisonniers politiques y ont été assassinés. Beaucoup de personnes, dont on sait par recouplement qu'elles ont été emmenées là, sont toujours portées disparues. C'est dans ce sinistre lieu, base retranchée d'un réseau criminel international, de grands intérêts économiques et de renseignements, que mon père a été torturé par des psychopathes qui prétaient main-forte aux services secrets de Pinochet.

Fracasser les personnes et leur projet de justice sociale

Mon père nous disait qu'il savait, quand on le torturait, que les tortionnaires voulaient briser des personnes pour briser un projet politique. Il nous a décrit la volonté de déshumanisation dans l'acte de torture. Il a aussi insisté sur le fait qu'il savait que la souffrance qu'il endurait s'inscrivait dans une lutte plus grande, une lutte contre un projet politique de droite qui ne recule devant rien pour casser un projet sociétal de justice sociale. Ce sens qu'il donnait à ce qui était en train de lui arriver lui a permis de ne pas être brisé psychiquement, nous disait-il. Face à ces êtres humains qu'il ne connaissait pas et qui lui faisaient du mal, il pensait qu'il ne devait pas nous oublier ni oublier ses camarades ni les raisons de son engagement. Il nous a raconté les ruses déployées pour faire croire aux tortionnaires qu'il leur livrait des informations sans le faire.

Il nous a aussi expliqué précisément comment il avait été torturé. Il nous parlait de l'impression d'être passé par une école de torture, se souvenant d'accents brésiliens et autres, d'odeurs de produits de nettoyage qu'il identifiait comme étrangers. Il nous a parlé de Paul Schäfer, de l'histoire de cet homme, de son sadisme et de ses instructions données pendant les séances de torture.

Après deux semaines de torture, mon père a été sorti de la *Colonia Dignidad*. On ne sait pas pour quelle raison, il a finalement été

ramené à la base navale de Talcahuano. Ma mère eut à nouveau de ses nouvelles, et la Croix-Rouge y rendit également visite à mon père. Il fut aussi un « cas urgent » d'Amnesty International en 1975. Il relate que, quand il a commencé à recevoir des lettres, en provenance notamment de Belgique, ses conditions de détention en prison ont été améliorées.

Pendant que mon père nous racontait tout cela, j'étais médusée. Mon frère, lui, était furieux et l'exprimait du haut de ses 14 ans. Il disait qu'il allait leur casser la figure. Mon père nous répondit avec douceur alors qu'il comprenait, mais qu'on ne devait pas tomber dans la haine. La justice devait faire son travail et il fallait se mobiliser pour que cela se réalise. Il nous raconta aussi l'histoire qui avait mené un tortionnaire à devenir le pire sadique de la dictature, par haine primaire des marxistes. Il insista sur la nécessité de juger les coupables de violations des droits humains. Il nous a raconté qu'il témoignait en justice contre la *Colonia Dignidad* et tous ses tortionnaires, depuis qu'il était sorti de là, et qu'il le ferait tant que ce serait nécessaire.

Nous lui demandâmes s'il n'avait pas peur. Il nous avait aussi parlé des réseaux d'appui de la *Colonia*, qui semblaient étendus et puissants. Je pense qu'il a répondu : « *Si on a peur, on ne fait plus rien et d'autres personnes continueront de souffrir* ». Il nous a aussi assuré que la meilleure manière de gagner contre le projet de ses tortionnaires était de devenir de bonnes personnes, de construire un monde plus juste.

1975, notre accueil en Belgique

Ma confiance en l'humanité est liée à la résilience de mes parents et à l'accueil de la Belgique. Je vis en Belgique depuis juin 1975. J'ai fait ma vie ici, mon compagnon est belge, ma fille est belge. J'ai étudié les sciences politiques, les droits humains et la pédagogie. J'ai toujours travaillé dans la solidarité et en vue de la réalisation effective des droits fondamentaux. Dans le cadre de ma fonction de conseillère en diversité au Bureau d'étude de la FGTB Bruxelles, je me suis spécialisée en matière de lutte contre le racisme et la discrimination. J'ai récemment été conseillère politique de la secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances au gouvernement de la Région bruxelloise et j'ai pu participer ainsi à l'adoption du Plan régional de lutte contre le racisme. Ce Plan a notamment instauré des Journées officielles de commémoration : le 27 janvier, les victimes de la Shoah, le 21 mars, la Journée internationale de lutte contre le racisme et



1978, dans notre appartement à Woluwe, quand mon père finissait ses études de médecine tout en essayant de faire libérer ses camarades restés au Chili et en témoignant en justice avec Amnesty contre la Colonia Dignidad.

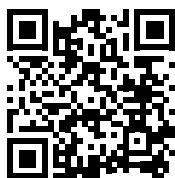
le 8 avril, Journée internationale des Roms. C'est l'importance à accorder au travail de mémoire, concernant notamment des génocides commis à partir du territoire belge, qui a guidé ces décisions.

L'accueil qui nous a été donné contraste avec la réalité des réfugiés d'aujourd'hui. Sur le tarmac de Zaventem, en 1975, on nous attendait avec des fleurs. Plus d'un million de réfugiés chiliens ont été accueillis, en Belgique et dans de nombreux autres pays, avec une solidarité sans faille et probablement sans pareille. Nous avons été installés dans un appartement prévu pour nous dès le jour de notre arrivée. Nous étions enfin réunis, sains et saufs, à quatre, en famille. Mon père a pu terminer ses études de médecine. Ma mère a rapidement trouvé du travail comme infirmière. Dans le malheur, nous avons eu beaucoup de chance. En réalité, plus que de la chance, nous avons eu beaucoup de solidarité.

En Belgique, mon père a co-fondé l'asbl COLAT, qui aujourd'hui s'appelle EXIL, et qui reste un centre psycho-médico-social de référence pour personnes ayant subi l'exil et la torture. Entre nos 5 et nos 13 ans, nous avons pu participer chaque samedi aux ateliers ainsi qu'aux colonies de vacances du COLAT pendant l'été, avec d'autres enfants de réfugiés latino-américains. Nous avons pu parler l'espagnol avec des amis de notre âge qui avaient vécu des histoires comme la nôtre, tout en devenant belges, dans un environnement émancipateur et bienveillant.

L'exil, toujours et encore douloureux

Mon père est retourné vivre au Chili en 1991. Il y a repassé des examens de médecine pour valider son titre, contraint de se taire lorsque le médecin qui surveillait l'examen – et qu'il connaissait depuis l'enfance – lui lança : « Un bon communiste



3 minutes, 3 questions

Visionnez la courte vidéo avec Paola Peebles Vlahovic qui explique les conséquences de l'exil politique et la nécessité de résister, hier comme aujourd'hui.

est un communiste mort ». C'était probablement le même homme qui l'avait dénoncé lorsqu'il essayait de partir vers l'Argentine en 1974. Mon père a travaillé jusqu'à ses 77 ans, en tant que psychiatre dans le service public au Chili. Il y a co-fondé le PRAIS, un programme médico-social pour personnes ayant été emprisonnées ou torturées, ou ayant elles-mêmes torturé d'autres personnes.

A l'heure où j'écris ces lignes, mon papa, qui a toujours eu tant de force, vient de perdre sa dernière bataille, contre le cancer. Il est décédé le 29 janvier 2025, à Santiago. Je suis heureuse d'avoir pu lui faire parvenir la première mouture du présent témoignage. J'écris avec une infinie tristesse mais aussi fière de lui, avec sa bonté et son engagement indéfectible pour les droits humains, son humanisme profond et sa personnalité totalement extraordinaire.

En 2024, j'ai voyagé au Chili, tant que j'ai pu, pour être à ses côtés. Personne ne pourra nous rendre le temps que nous n'aurons pas pu passer ensemble. Ni avec lui, ni avec notre famille et notre histoire. Nous avons été privés des liens profonds avec nos cousins, nos grands-parents, et toute notre grande famille. Mon père n'a pas eu l'autorisation d'aller voir sa mère mourante au Chili ni d'aller se recueillir sur sa tombe avant 1987, près de 10 ans après son décès. En tant qu'enfants d'exilés politiques à l'étranger, nous n'avons pas droit à la moindre indemnisation ni au moindre programme de soutien pour surmonter les traumatismes endurés. Nous sommes pourtant des victimes de cette dictature et nous en subissons toujours les conséquences. Plus de 50 ans après le coup d'État, de nombreuses violations et crimes contre l'humanité restent sans réparation. Des filles et des fils de Chiliens qui ont subi des violations de leurs droits fondamentaux pendant la dictature, au Chili et en exil, réfléchissent à la lutte pour la justice et contre l'impunité. En décembre dernier, j'ai ainsi participé au lancement d'un ouvrage collectif⁴ sur le sujet, avec mon amie historienne Vanessa Goecke, aussi fille de la communauté d'étudiants de Concepción.

La Colonia Dignidad toujours pas démantelée

Des séries documentaires, des essais et des films de fiction s'inspirant de la Colonia Dignidad ont vu le jour⁵. Néanmoins jusqu'à présent, aucune de ces réalisations n'a pu relater toute la réalité. *Colonia Dignidad* a servi de repère pour nazis en fuite, de lieu de trafic d'armes, de camp de concentration, d'esclavage, de pédocriminalité, de torture et de mort. Plusieurs témoignages concordent aussi sur la fabrication de gaz sarin et d'autres armes chimiques.

En 1991, lorsque la justice chilienne a commencé à s'intéresser à la *Colonia Dignidad*, l'entreprise a été scindée en plusieurs entités juridiques, mettant notamment en difficulté les poursuites judiciaires quand les habitants de la *Colonia* ont demandé des indemnisations pour le travail forcé effectué depuis leur enfance. Les ramifications et les moyens dont disposent les dignitaires de la *Colonia* semblent encore très importants. Renommé Villa Baviera, le domaine est aujourd'hui un lieu touristique, comprenant plusieurs restaurants, un hôtel, une piscine, un petit lac avec des pédalos, une boulangerie, une pâtisserie... et l'hôpital, qui avait servi à attirer des enfants de la région en les soignant gratuitement, a été transformé en poste de garde. L'exploitation de 16.000 hectares génère toujours des bénéfices, notamment pour des personnes ayant travaillé avec Schäfer à l'époque. Le gouvernement de Gabriel Boric a déclaré la *Colonia* lieu de mémoire en 2023 et a annoncé l'expropriation d'une petite partie du domaine en 2024, ce qui laisse la partie non expropriée aux mains de ceux qui peuvent continuer à transformer le lieu, voire à abîmer, consciemment ou non, des preuves.

Un film dont le scénario réunirait tous ces éléments ne semblerait sans doute pas très crédible. Et pourtant, c'est bien de réalité dont il est question. Nombreux ont été les complices à perpétrer toutes ces horreurs. Des personnalités politiques,



Août 2024, à l'hôpital Sotero del Rio, devant le service PRAIS où mon père travaillait. A l'arrière-plan, on voit des représentations de militants et militantes, et de proches cherchant des disparus de la dictature. « *Donde estan ?* », où sont-ils ?

des entrepreneurs, les gouvernements au Chili et en Allemagne ont une responsabilité écrasante dans ce dossier d'une actualité ahurissante.

En novembre 2024, un bunker datant de l'époque de la dictature a été « découvert » à *Colonia Dignidad*. Combien de personnes se sont tuées pendant toutes ces années ? Le sinistre lieu n'a toujours pas livré tous ses secrets. Une juge d'instruction semble avoir enfin reçu des moyens d'enquêter. Depuis qu'un premier bunker avait été mis au jour en août 2024, la maison de la présidente de l'association *Pour la mémoire et les droits humains Colonia Dignidad* a été cambriolée à quatre reprises. Etrangement, seuls les ordinateurs ont été volés lors de ces cambriolages répétés, qui ressemblent davantage à des opérations de recherche d'information et d'intimidation.

Les crimes contre l'humanité de la *Colonia Dignidad* et de la dictature arrêteront-ils un jour de produire leurs effets ? Les familles des disparus pourront-elles commencer leur deuil ? Les familles des victimes sauront-elles un jour la vérité. Les responsables et leurs complices seront-ils un jour traduits en

justice ? Ces crimes sont imprescriptibles ; mais nos parents meurent et leurs témoignages sont essentiels. Il est grand temps de faire cesser l'impunité et le négationnisme, pour construire un projet de société sain et solidaire, dans le respect des droits humains. ▶

[1] Mouvement de gauche révolutionnaire.

[2] En 1965, 9 % des propriétaires terriens exploitaient 91 % du total des terres cultivables.

Selon des statistiques officielles de l'époque, reprises dans le diagnostic de la réalité nationale publiée dans le programme de l'Unité Populaire, 50 % des enfants de 15 ans étaient en état de dénutrition (Source : « La Unidad Popular y la Revolución en Chile », Mario Garcés, ed. LOM, Santiago de Chile, 2020, p. 32).

[3] En droit, cette notion renvoie à la liberté de ne pas être emprisonné sans jugement.

[4] *Memorias en Altavoz*, Adriani Goñi Godoy,

Natalia Montealegre Alegria, ed. LOM, Santiago de Chile, 2024.

[5] Des séries documentaires sur Arte, <https://www.arte.tv/fr/videos/RC-018565/colonia-dignidad/> sur Netflix ou encore sur Al Jazeera.

La fiction *Colonia* (2015) est un thriller de Florian Gallenberger, avec Emma Watson et Daniel Brühl, racontant l'histoire (romancée) de Lena et Daniel, qui parviennent à s'échapper de la *Colonia Dignidad* en 1974, et dont les photos qu'ils y ont prises sont à la source d'un scandale international. Ce film a fait avancer l'intérêt que le gouvernement allemand a eu pour la *Colonia*.

L'actualité des SANS-PAPIERS

En Belgique, on estime le nombre de sans-papiers à 112.000 personnes, ce qui représente environ 1 % de la population. En Belgique, la migration irrégulière est considérée comme un délit administratif et non un crime¹ – ce qui est bon de rappeler en ces temps peu rassurants. Il est bon aussi d'écouter les personnes sans-papiers raconter leur quotidien. C'est ce qu'a fait Youri Lou Vertongen, chercheur engagé qui s'est immergé au sein de la Coordination des sans-papiers de Belgique, assistant aux réunions du groupe durant cinq années, accédant aux documents de la « littérature grise » et réalisant une cinquantaine d'entretiens. Dans « Papiers pour tous », 2 monographies issues de sa thèse en sciences politique et sociale défendue en 2022 à l'Université Saint-Louis, Youri Lou Vertongen relate 40 ans de mobilisation en faveur de la régularisation des sans-papiers en Belgique, de 1974 à 2014. Ce sont 3 campagnes de régularisation en 35 ans, et puis plus rien depuis 15 ans. Si ce n'est que les autorités expulsent toujours autant.

Campagne en 2021 pour dénoncer l'intransigeance de Sammy Mahdi (CD&V), alors secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration.



Les deux monographies de Youri Lou Vertongen.
Aux éditions Academia, 2023 et 2024.



Comment devient-on sans-papiers ?

Youri Lou Vertongen : Un sans-papiers est une personne immigrée présente sur le territoire belge et qui n'a pas de titre de séjour, sous-entendu en règle. Ce n'est donc pas quelqu'un sans aucun papier ou sans identité, mais bien une personne qui n'a pas les «bons papiers» au regard de la politique migratoire, à savoir une autorisation de séjour délivrée par les autorités compétentes belges. Être sans-papiers ne relève pas d'une catégorie socio juridique. Il s'agit d'une abstraction utilisée dans le langage commun et qui ne précise rien de l'origine de la personne, de son sexe, de son âge, ni des raisons qui ont présidé à la migration.

De manière générale, on a souvent tendance à réduire les sans-papiers aux demandeurs d'asile déboutés. Un demandeur d'asile est une personne venue sur le territoire belge dans l'espoir d'obtenir une protection internationale liée aux critères de la Convention de Genève (1951) qui prévoit que quiconque fuit une situation de guerre, d'exploitation ou de danger pour sa vie peut obtenir un droit de protection dans un État tiers signataire de la Convention de Genève. Une fois la demande d'asile déposée, soit celle-ci est reconnue légitime et le demandeur obtient un statut de réfugié lui octroyant protection et droits sociaux et politiques. Soit la demande d'asile n'est finalement pas reconnue comme légitime et la personne reçoit un ordre de quitter le territoire qu'elle doit respecter dans les 30 jours. Si elle fait le choix de rester sur le territoire belge, elle viendra alors grossir le rang des personnes sans-papiers.

Notons que devenir sans-papiers peut découler d'autres situations que d'avoir été débouté de l'asile. On peut par exemple dépasser la période couverte par un visa temporaire de touriste ou d'étudiant. Il faut aussi mentionner le phénomène d'immigration dite clandestine qui concerne des personnes traversant illégalement les frontières comme la mer Méditerranée ou les frontières est-européennes. Dans ce cas, elles sont considérées comme des sans-papiers, sans avoir jamais tenté la procédure de régularisation légale.

Votre thèse porte sur l'histoire de leur mobilisation politique en faveur de leur régularisation, de 1974 à 2014. Quelles sont les étapes saillantes ?

Youri Lou Vertongen : Les 40 dernières années de mobilisation politique et sociale peuvent être divisée en 4 temps, dont les

3 premiers sont scandés par une campagne de régularisation massive. Par régularisation massive, j'entends l'organisation, par les autorités politiques compétentes, d'une campagne au cours de laquelle, pour un temps circonscrit, des critères donnant droit à la régularisation sont ouverts pour des personnes sans-papiers déjà présentes sur le territoire.

La première campagne de régularisation remonte à 1974 et est appliquée à un moment très particulier, c'est-à-dire au lendemain de la fermeture théorique des frontières à l'immigration de travail, décidée dans un contexte de crise pétrolière et de montée du chômage. A partir de là, un basculement s'est produit : d'enjeu économique géré par le ministère du Travail, l'immigration est devenue un problème politique relevant du ministère de l'Intérieur, puis d'un secrétariat d'État à l'Immigration. De plus, à partir des années 1980, on observe une évolution de la sociologie migratoire. Ce ne sont plus seulement des hommes célibataires qui viennent vendre leur force de travail, mais aussi des femmes, des enfants, des *boat people* qui fuient des situations de guerre.

La deuxième campagne de régularisation a lieu en 1999-2000, suite au meurtre de Semira Adamu – une jeune Nigériane de 20 ans étouffée par des policiers chargés de son expulsion le 22 septembre 1998. Cette tragédie a provoqué un émoi populaire au-delà des cercles politiques et associatifs. Elle a également rendu visible au grand public la machine répressive migratoire : en particulier les arrestations, les centres fermés, les expulsions forcées. Dans ce contexte, des mobilisations et des pressions ont participé à produire les conditions politiques favorables à l'organisation d'une deuxième campagne de régularisation. Mais à l'instar de la première, cette campagne s'est clôturée sans produire de mécanismes permanents de régularisation. Autrement dit, de nouvelles clandestinités se sont développées et, avec elles, de nouveaux mouvements de mobilisation de personnes sans-papiers réclamant le droit à être régularisées.

La troisième et dernière campagne de régularisation a eu lieu en 2009. Elle arrive en queue de comète d'un long mouvement de mobilisation, de grève de la faim et d'occupation – notamment des campus universitaires presque partout en Belgique. Quelque 25.000 personnes ont été régularisées. Mais de nouveau, la campagne se refermant, elle n'empêchera pas la production de nouvelles clandestinités. Sans compter tous les sans-papiers qui furent déboutés de la campagne de 2009.



© Massimo Bortolini

On constate que ces 3 campagnes de régularisation, bien que présentées par les pouvoirs publics comme des résolutions exceptionnelles, ont fini par apparaître aux yeux du mouvement social et des sans-papiers eux-mêmes comme un des derniers horizons atteignables en vue d'être régularisés, puisque les voies de régularisation individuelle sont à la fois minces et aléatoires. Depuis 15 ans, le mouvement social continue de pousser en faveur d'une régularisation massive, en vain. Dans un contexte où la cause des sans-papiers tend à être débordée par ladite «crise des réfugiés», particulièrement saillante à Bruxelles à partir de 2015, il faut faire le constat que le quatrième temps de cette chronologie – qui continue de s'écrire en ce moment – n'a pas connu de grandes victoires en matière de régularisation.

Sur un plan médiatique, politique et militant, le phénomène migratoire tend aujourd'hui davantage à être perçu à travers le

phénomène des primo-arrivants (dont les taux de reconnaissance sont eux aussi dérisoires), mettant de côté la question de la régularisation des personnes sans-papiers, lesquelles, à l'inverse des primo-arrivants, vivent généralement sur le territoire belge depuis de nombreuses années sans obtenir de titre de séjour. C'est ainsi que le débat public s'articule autour de deux catégories binaires qui entérinent une hiérarchie de légitimité – qui, quoi qu'on en dise, est très abstraite – entre, d'une part, les « bons » demandeurs d'asile ayant droit à un système de protection, et, de l'autre, les « mauvais » migrants qui ne sont pas légitimes à rester ici, même s'ils y vivent depuis plusieurs années. Et de sombrer dans le fantasme en considérant que ces « mauvais » immigrés volent le travail des Belges ou abusent des allocations sociales – deux données contradictoires et statistiquement fausses.

Qu'est-ce qui explique que les mobilisations, qui avaient réussi à forcer les gouvernements à organiser 3 campagnes de régularisation *one shot*, n'obtiennent plus de résultat probant depuis 15 ans ?

Youri Lou Vertongen : Les 3 grandes campagnes de régularisation ont toujours été précédées d'un mouvement de lutte. Le législateur n'a jamais pris l'initiative de procéder à une régularisation sans y avoir été contraint. Cela dit, les mobilisations n'ont pas toujours mené à des campagnes de régularisation. Par conséquent, la mobilisation est un facteur nécessaire mais pas suffisant pour obtenir une campagne de régularisation. De plus, le poids du contexte politique n'est pas à négliger. Quelle est la part de l'opinion publique convaincue, quels sont les relais auprès des partis politiques, quelle est la coalition gouvernementale, quelles sont les contraintes imposées par la législation européenne ? Autant de données qui pèseront en faveur ou en défaveur d'une régularisation.

Les mobilisations n'ont pas toujours mené à des campagnes de régularisation. Par conséquent, la mobilisation est un facteur nécessaire mais pas suffisant pour obtenir une campagne de régularisation.

Les régularisations sont souvent des processus arrachés au cours de longues luttes et de mobilisations sociales, où l'État se voit finalement contraint de reconnaître les droits sociopolitiques. Or, plus le temps qui sépare le moment de la lutte et le moment de la décision politique est long, moins la décision politique apparaîtra comme une conséquence directe de la mobilisation. On peut dire que les autorités publiques ont bien assimilé cette stratégie en leur faveur.

En 2021-2022, un mouvement social avait réactivé le répertoire d'actions d'occupation et de grève de la faim de sans-papiers, abandonné depuis les années 2010. En dépit du fait que le mouvement a fait trembler le gouvernement lorsque des ministres Ecolo et PS ont menacé de démissionner si l'un des grévistes de la faim venait à mourir, le gouvernement Vivaldi n'est pas tombé. Sa stratégie a été suffisamment fine que pour mettre fin aux grèves de la faim et aux occupations, sans régulariser personne, promettant juste une lecture plus clémence des dossiers individuels. Entre-temps, le mouvement social est loin derrière nous et, quand tombent les réponses négatives aux demandes individuelles, il n'y a plus de protestations collectives.

Quelle est l'actualité des personnes sans-papiers, et comment voyez-vous l'avenir proche – sachant que le gouvernement fédéral n'a pas encore été formé au moment de votre interview?

Youri Lou Vertogen : Avant de répondre, revenons un peu en arrière. Dans le gouvernement de la coalition suédoise (NVA / MR / CD&V / Open VLD : gouvernement de Charles Michel, de 2014 à 2018), le portefeuille de l'Asile et la Migration a été confié à Theo Franken, connu pour la dureté de son action politique. On se souvient de ses collaborations avec le régime soudanais, de l'expulsion de plusieurs leaders du mouvement sans-papiers, des traques et contrôles policiers aux abords du parc Maximilien, des visites domiciliaires, du procès des hébergeurs et hébergeuses.

Aujourd'hui, on sort de la coalition Vivaldi (OpenVLD et MR / Ecolo et Groen / PS et Vooruit / CDH et CD&V : gouvernement d'Alexander De Croo, de 2019 à ce jour). Nous avions les conditions sociopolitiques favorables à une résolution des questions

migratoires avec la présence de plusieurs partis qui avaient fait campagne sur un changement de paradigme migratoire. Or, l'action politique menée en la matière s'est, dans les tendances lourdes, alignée sur celle du gouvernement précédent, même si le discours se voulait progressiste, notamment au sujet de l'enfermement des mineurs en centres fermés. Les deux secrétaires d'État successifs à l'Asile et à la Migration (Sammy Mahdi puis Nicole de Moor, CD&V) ont poursuivi la politique «ferme et humaine» de Theo Francken. A titre d'exemples, sous la Vivaldi, on a observé l'ouverture de nouveaux centres fermés, autant d'expulsions que sous la Suédoise, des retours forcés soutenus par la récente loi Verlinden (ministre de l'Intérieur, CD&V) qui autorise Frontex à opérer sur le territoire belge, et aucune résolution à une forme de régularisation ni individuelle ni collective.

Pour résumer, la Vivaldi a été un coup dans l'eau en matière migratoire. Et maintenant que les partis de gauche et de centre gauche seront vraisemblablement relayés dans l'opposition lors de la prochaine législature, on peut craindre une politique migratoire belge encore plus répressive. ▶

Propos recueillis par **Nathalie Caprioli**
20 janvier 2025

[1] Notons que cela n'empêche pas d'exposer une personne en défaut de titre de séjour en Belgique à des sanctions pénales précisées à l'article 75 de la loi de 1980.

TRANSE continentale

Kenan GÖRGÜN



En mars 2025, le statut de protection temporaire des Ukrainiens en Belgique prend fin.

Test rapide : je prononce le mot migrant, combien pensent ukrainien ?

es gens fuient la guerre... Ils cherchent juste à vivre... Un peu de chaleur humaine... De l'empathie, de la solidarité... » A chaque tragédie, les mots sont inchangés, et inchangé leur échec à être entendus. Le monde a eu besoin de l'exemple ukrainien pour se souvenir que

personne ne s'exile de gaieté de cœur. Si j'avais été

un migrant de n'importe quel autre coin du monde en

février 2022, j'aurais préféré qu'on m'assomme pour dix ans au lieu de voir ça, l'efficacité de l'aide, la logistique d'accueil et de logement des réfugiés ukrainiens, les pays européens encourageant leurs citoyens à en accueillir chez eux, primes à la clé, alors que ces mêmes citoyens ont comparu devant le juge pour avoir voulu faire pareil avec moi. Migrant de n'importe quel autre coin du monde, j'aurais questionné notre humanité, la mienne y compris, en voyant ces Ukrainiens avancer sous protection vers des checkpoints ornés de drapeaux européens et ukrainiens, accueillis avec des biscuits et des bouteilles d'eau pendant que moi, le métèque, je restais tétanisé dans les griffes du monde comme un animal entre ces axes autoroutiers qui me sont interdits à jamais.

On était tellement habitués à l'anémie des mécanismes d'aide qu'on a pu en être choqués, comme on le serait par l'attaque-éclair d'un hippopotame qui ronflait l'instant d'avant. Prestissimo, comme si la guerre en Ukraine avait mis le feu à la moitié du globe et allait griller l'autre moitié dans la semaine, on a accordé aux Ukrainiens un TPS, un statut de protection temporaire. Ils seront un million et demi en Allemagne à en bénéficier, un million en Pologne, 400.000 en Tchéquie, 80.000 en Belgique, et le reste à l'avenant, plus de 4 millions en Europe – pas grave, on donnera, tout en déplorant que les Syriens ne soient pas restés chez eux pour s'y battre dignement.

Test rapide : les Ukrainiens étaient-ils plus humains que les autres ?

Les Ukrainiens ne sont pas en cause. C'est vrai et c'est pire : ils sont secondaires, tout comme Zelensky qui a marché sur tous les tapis rouges d'Occident et n'a pas vu qu'à l'exception de ses tenues, tout changeait, à commencer par l'opinion à son sujet et au sujet de ses obstinations très coûteuses. Les Ukrainiens ne sont pas en cause car, plus que ce qu'ils sont compte ce qu'ils ne sont pas : pas Russes, pas nostalgiques de l'URSS, pas dirigés par Poutine. La guerre en Ukraine n'a pas enflammé nos esprits parce que nous aimions les Ukrainiens et qu'ils comptaient immensément, mais parce que derrière s'est dressée l'ombre inquiétante de la Russie. Par une logique démente, l'Ukraine, elle, est devenue invisible. On ne voyait plus le peuple et ses nuances historiques, mais on a aussi été aveugle au passé trouble de ses dirigeants, aux petits malins qui se sont enrichis grâce aux aides et trinquent aujourd'hui à coup de vodka sur les rivieres portugaises avec de jeunes Russes qui ont profité des mêmes planches à dollars et à euros. Comme tous ceux qui quémandent assistance, les Ukrainiens sont devenus le jouet d'enjeux qui les dépassent et auxquels ils se sont soumis pour survivre et mettre leurs familles à l'abri – ce que des dizaines de milliers d'exilés de Syrie, d'Irak, d'Afrique, espéraient depuis des années, en vain. Aux yeux du politique réel, les uns et les autres n'ont que la valeur qu'ont leurs récits dans les guerres de la communication qui dupliquent les guerres de terrain. Mais le marché de ces valeurs-là est aussi volatile que celui des cryptos et, alors que la Pologne, leur plus grand soutien, à son tour décide de réduire considérablement la voilure, que l'Union européenne ni l'OTAN ne leur ont finalement



offert un port d'attache durable, les Ukrainiens se voient ramenés à une réalité qu'on leur a d'abord fait un peu oublier : l'exil ; le dur, le cruel, le presque impossible métier de l'exil dans un monde qui en produit comme jamais – cela, au moins, risque de ne pas changer hélas, l'Ukrainien peut en être sûr, comme avant lui ses frères et sœurs de destin. Et en un sens, l'avenir risque d'être plus difficile à vivre pour lui après avoir goûté à l'accueil de ces bras européens grands ouverts que pour ceux qui n'y ont jamais eu droit.

Si j'étais un migrant de n'importe quel autre coin du monde, je lui dirais que c'est normal de se sentir inquiet, guetté par la solitude et la vulnérabilité, que c'est là, dans ces émotions, qu'on vit, moi et le miens. Je lui dirais que j'emmène parfois mes enfants devant des restos syriens, *Jours de Damas, Nuits de Cham*, ou *MyTannour* près de la belle et grande place Flagey, pour qu'ils observent leurs compatriotes venus avant eux au comptoir, aux fourneaux, au service à table, interagir avec tous ces Occidentaux qui font la file là pour un morceau de Syrie authentique pendant qu'on fait, nous, la file devant leurs administrations pour un morceau de Belgique – et comprennent que, pour eux, et pour l'Ukrainien ainsi que pour nous tous, rien n'est encore écrit mais tout reste à écrire. ▶

Ecrivaine Laurence VIELLE

Grande dieu,
protège en ton sein tous les petits enfants.
Quand on s'assied au bord de toi,
oh mon dieu que tu es grande
quand on prend le bateau puis l'avion pour s'éloigner
dieu que tu es petite.
Quand le monde autour de toi fait plus de bruit que l'eau de ta lagune,
mon dieu que tu es minuscule.
Quand la lagune est noire ou verte ou bleue
et que la boule du soleil y plonge ou en surgit,
dieu que tu es immense, un vrai répit.
Chez les romains dieu devient vide,
tu nous talonnes et tu nous manges,
tu es grande et tu es klette
et les mortillons sont morts.
Oh dieu, protège les petits enfants
ceux qui s'éteignent tandis qu'aux ambassades
discutent les puissants,
dieu vide, pitchinette et géante,
sois grande et immense en ton sein
qu'y palpitent tous les enfants,
qu'y rêvent en paix les bouts de choux,
les chérubins, les gosses, les marmots,
les mioches, les pitchounes, les poussins,
les minous, les loupiotes,
mon dieu nous sommes petits petits
les poussières aux recoins de nos logis
nous disent que nous sommes poussières
mais s'il te plaît grande dieu
dis-moi que tu le veux et s'il te plaît
protège en ton sein tous les petits enfants.

Dieu
EST
GRANDE

MONDIALISATION

G



T

KLET

A

Éditeur responsable : Alexandre Ansay

Responsable de rédaction : Nathalie Caprioli

Ont contribué à ce numéro : Massimo Bortolini, Mauricio Coulon, Paul Delmotte, Désirée et Alain Frappier, Tanju Goban, Kenan Görgün, Christine Kulakowski, Jorge Magasich Airola, Paola Peebles Vlahovic, Patrick Six, Ema Tytgat Paredes, Lorena Ulloa, Youri Lou Vertongen, Laurence Vielle.

Photo de couverture : © Ema Tytgat Paredes.

Installation d'un studio photos éphémère lors de la fête du quartier Versailles en 2024. Ema Tytgat Paredes a invité les habitants à se projeter sur une photo qui évoque la Cordillère des Andes.

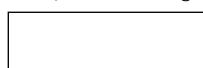
Comité éditorial : Ali Aouattah, François Braem, Laura Calabrese, Vincent de Coorebyter, Kolë Gjeloshaj, Kenan Görgün, Billy Kalonji, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Andrea Rea.

Création graphique : Paul d'Artet

Mise en page : Pina Manzella

Impression : IPM

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.



Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



imag est le bimestriel édité par
le **CBAl asbl** - Av. de Stalingrad, 24
1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50
img@cbai.be - www.cbai.be



ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.
Par numéro ou par an (5 n°)
Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte

IBAN BE34 00107305 2190

Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser
vos **nom et adresse** en communication ainsi
que la mention **format papier ou numérique**.